



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE
THE WEEKLY PRESS REVIEW

Media Libre 2018



Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 21-09-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghreb b</p>	<p>Entre cloisonnement et exploitation, comment vivent les migrants en Tunisie?</p> <p>À la rencontre des migrants qui témoignent de leurs vécus en Tunisie.</p> <p>Alors que leur nombre ne cesse d'augmenter (plus de 90% depuis 2013), les migrants vivant en Tunisie souffrent toujours de marginalisation. Selon une étude publiée en 2017 par Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) en partenariat avec le Conseil danois des réfugiés (Mixed Migration Monitoring Mechanism 4Mi), faite sur un échantillon de plus de 300 personnes, la communauté ivoirienne est la plus nombreuse (29.5%), suivie par la communauté camerounaise et malienne (10.3%), puis congolaise (8.4%). 3.9% seulement étaient des Syriens. Les raisons qui poussent ces migrants à venir en Tunisie sont diverses: faire des études (27%), le facteur économique (25%) et les raisons sécuritaires (7%). Arrivés en Tunisie, la plupart d'entre eux, notamment les femmes (57%) se disent surprises par les difficultés rencontrées.</p> <p>Le choix de la Tunisie n'est pas aléatoire. Pour eux, en raison de sa proximité avec l'Europe, la Tunisie est un pays de transit. D'autres citent la bonne réputation des diplômés universitaires.</p> <p>Les raisons de leur venue en Tunisie divergent mais leur vécu est à peu près le même.</p> <p>Le droit à la santé: La grande plaie</p> <p>Un ciné-débat autour des droits de la santé sexuelle et reproductive des migrants en Tunisie a été organisé, le 20 septembre, à l'Institut Français de Tunisie, par l'UNFPA en partenariat avec l'Association Tunisienne de la Santé de la Reproduction (ATSR). Plusieurs migrants de différentes nationalités étaient présents.</p> <p>Avant les débats, un documentaire a été projeté. On y voit la souffrance de beaucoup de migrantes vivant en communauté et méconnaissant leurs droits à la santé sexuelle et reproductive. Une méconnaissance qui a été mortelle pour l'une d'entre elles qui a refusé d'aller se soigner dans un hôpital par peur d'être expulsée. À l'agonie, elle a finalement été emmenée à l'hôpital, où elle a perdu la vie.</p> <p>Une autre a décidé d'avorter toute seule, n'ayant pas les moyens pour aller à une clinique et croyant qu'il n'était pas possible pour elle d'avoir accès au planning familial.</p> <p>Cette désinformation est véhiculée par les membres de la communauté, explique Jeanne, une migrante ivoirienne, dans le documentaire.</p>

La jeune femme, animant les débats qui ont suivi le documentaire, ne mâche pas ses mots pour dénoncer tous les dépassements constatés en la matière. Elle évoque les migrants qui profitent d'autres migrants (de la même communauté) pour leur extirper de l'argent afin de les accompagner dans un planning familial ou une association en leur faisant croire que c'est payant.

D'autres trouvent une justification à ces escroqueries: "Quand on a du mal à joindre les deux bouts, on fait ce qu'on peut pour s'en sortir", lance un migrant lors des débats.

Jeanne ne lâche pas et évoque le cloisonnement des différentes communautés, la méfiance entre eux: "Chacun de nous est venu avec sa culture, mais ça ne doit pas nous empêcher de communiquer entre nous, de nous adapter à la société dans laquelle on vit. Beaucoup de migrants restent à l'écart, ne savent pas ce qui se passe en Tunisie, ne suivent pas l'actualité du pays", fustige-t-elle.

La jeune femme insiste sur le fait de sortir de la peur et de la victimisation: "On a des droits, il faut les connaître et il faut les réclamer", dit-elle.




La représentante de l'ONG Terre d'asile, Mariam Mzoughi, a rappelé que les droits à la contraception, à l'avortement, le dépistage et la prise en charge des MST, VIH et sida, la vaccination des enfants et tous les soins de base sont accessibles et gratuits pour les migrants. Il suffit de montrer sa carte d'identité à l'hôpital ou au dispensaire le plus proche et non pas la carte de séjour comme certains le croient.

Si des efforts sont à faire du côté des migrants pour mieux s'intégrer, il y a encore plus à faire du côté des Tunisiens. Le racisme, la violence verbale et physique, beaucoup en souffrent au quotidien. "Pourquoi en France les migrants n'ont pas aussi peur d'aller dans les hôpitaux", s'interroge un migrant présent lors du débat.

La qualité de l'accueil et de la prise en charge des migrants dans les établissements de santé est déficiente: outre le racisme, les migrants évoquent la barrière de la langue qui empêche la communication entre les malades et le personnel médical. On a ainsi recommandé de former le personnel médical sur l'accueil de la population étrangère. Cela passe, entre autres, par la maîtrise du français ou de l'anglais pour faciliter la communication.

La traite de migrants, la nouvelle forme d'esclavage

Que peuvent faire les migrantes victimes d'agressions sexuelles? Se murer dans le silence est le choix de quelques unes, d'autres osent aller vers les ONG, raconter leurs histoires mais quand il s'agit de porter plainte, elles se désistent par peur, affirme Mariam Mzoughi. Elle relate le calvaire de ceux et celles victimes de la traite, ce qu'ils endurent: entre 500 et 900 euros payés au trafiquant pour les faire venir en Tunisie, confiscation du passeport par

	<p>l'employeur, près de 2 ans de travail non rémunéré en citant deux témoignages, et pour certain(e)s des agressions sexuelles de l'employeur. 122 cas de traite ont été enregistrés en 2017, 52 depuis début 2018, révèle la représentante de Terre d'asile. Elle prédit une augmentation de ces chiffres à l'aune de l'activation de la loi contre la traite en Tunisie.</p> <p>“L'instance de lutte contre la traite des personnes avec les ONG sont actives en la matière et les efforts commencent à porter leurs fruits”, se félicite-t-elle.</p> <p>Mais il reste à briser le mur de la peur: “Pour démanteler les réseaux, il faut dénoncer les trafiquants et les passeurs, or ils sont souvent de la famille ou des amis de nos proches, ils sont nos propres bourreaux, ce qui explique la crainte de les dénoncer”, explique Jeanne.</p> <p>Promettant l'Eldorado européen, ces trafiquants sont seuls à y parvenir. “Beaucoup quittent le pays vers l'Europe ce qui ne facilite pas la lutte contre la traite”, conclut Mariam Mzoughi.</p>
 <p>22-09-2018</p> <p>I. B.A</p> <p>realites</p>	<p>Berges du Lac : un homme kidnappé, violé et filmé</p> <p>Les agents de la brigade de la police judiciaire à Bab Bhar dans la capitale ont réussi, au matin de ce samedi 22 septembre 2018, à mettre la main sur un individu au niveau de la zone d'El Mourouj. Ce dernier a, avec l'aide de son ami, kidnappé, dans la nuit du vendredi 21 septembre, un homme au niveau de Bab Bhar, alors qu'il était à bord de sa voiture de location. Les deux individus ont contraint la victime à les conduire aux Berges du Lac où ils lui ont retiré tous ses vêtements et l'ont violé et ce, à tour de rôle, tout en procédant à chaque fois à filmer la scène. Après consultation du ministère Public, il a été décidé de maintenir l'accusé en état d'arrestation et d'émettre un mandat de recherche à l'encontre de son ami qui est toujours en fuite.</p>
 <p>20-09-2018</p> <p>shemsfm</p>	<p>Un prof donne son cours dans la cour de l'école : le ministre de l'Éducation commente</p> <p>Une photo montrant un professeur en train de donner son cours dans la cour d'une école à Kairouan, a été massivement partagée sur les réseaux sociaux. Interrogé à ce sujet, le ministre de l'Education Hatem Ben Salem a déclaré en marge d'une conférence de presse, que le ministère n'a jamais nié qu'il existe des problèmes d'infrastructures dans les établissements éducatifs.</p>
 <p>21-09-2018</p> <p>mosaïquefm</p>	<p>N.Laabidi : Une formation professionnelle pour les prisonnières</p> <p>La ministre de la femme, Naziha Laabidi, a indiqué, en marge de sa visite à la prison des femmes de Jendouba, que le ministère a mis en place un programme cohérent au profit des prisonnières. Elles seront, en effet, formées dans plusieurs domaines et obtiendront une attestation de formation professionnelle après avoir purgé leur peine de prison. Les prisonnières auront également droit à des facilité de crédits pour financer leurs propres projets.</p>

La ministre a expliqué qu'il faut prendre soin de la femme rurale, de la femme battue et de la femme prisonnière afin de lui assurer un équilibre socio-économique et psychologique lui permettant de reprendre une vie ordinaire au sein de sa famille.

مقالات باللغة العربية

فرقة الأبحاث والتفتيش تستدعي سليم بفون



21-09-2018

نور الدين بالطيب

[alchourouk](http://alchourouk.com)

سيقف سليم بفون الذي شارك في سلسلة "شالوم" التي بثتها قناة تونسنا وقرطاج + في رمضان أمام فرقة الأبحاث والتفتيش يوم الثلاثاء القادم على خلفية القضية التي رفعها رؤوف العيادي ومجموعة من المحامين ضد فريق الكاميرا الخفية التي أنتجتها ألفة العبيدي وقدمها وليد الزريبي وقام فيها سليم بفون بدور عميل الموساد الإسرائيلي . ويذكر أن بفون سجين سياسي سابق عن حركة العامل التونسي وكان من رموز الحزب الشيوعي التونسي قبل أن يستقيل منه في آخر مؤتمر مطلع التسعينات.



21-09-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

دوز: اختلفوا عن سيطر على الإمامة فأغلقوا المسجد

تم اليوم غلق مسجد غليسة من معتمدية دوز الجنوبية أثناء الاستعداد لاداء صلاة الجمعة وذلك على خلفية خلاف بين المصلين حول من سيطر على الإمامة حيث تم منع الإمام من اعتلاء المنبر وتم في اعقاب ذلك الاتفاق على غلق المسجد دون تأدية الصلاة.



21-09-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm.com)

الحكومة تسمح للمزودين بتركيز خدمة 'الوي في' في الفضاءات الخارجي بشروط

سمحت الحكومة لمشغلي الشبكات العمومية للاتصالات ومزودي خدمات الأنترنت بتركيز واستغلال الشبكات العمومية لتراسل المعلومات "وي في" ذات الاستعمال الخارجي اي في الفضاءات الخارجية مقابل التزامهم بحزمة شروط تقنية واخرى تتعلق بالأمن العام والدفاع الوطني والعمل القضائي.

وضمنت الحكومة هذه الترتيبات ضمن قرار صدر بالرائد الرسمي عدد 75 لسنة 2018 عن وزير تكنولوجيا الاتصالات والاقتصاد الرقمي تنفيذا لتعهدات انتخابية من قبل حزب "حركة النهضة" بتوفير خدمة "وي في" مجانية بالبلديات التي فازت بها خلال بلديات 2018 وهي خدمة خارج البنائيات والممتلكات الخاصة تمكن من الاستعمال على كامل التراب الوطني.

وحددت الحكومة، التي لم "تخضع إقامة واستغلال شبكات تراسل المعطيات "وي في" ذات الاستعمال الخارجي لمعلوم إسناد الترددات الراديوية، حزمة شروط تقنية من بينها الحفاظ على مستوى قدرة مشعة (اشعاعية) قصوى لا تتجاوز 1 واط والحصول على الموافقة المسبقة للوكالة الوطنية للترددات عند استغلال معايير فنية جديدة.

وشددت الحكومة على ضرورة تحديد هوية المستعملين بطريقة شفافة من خلال اشتراط النفاذ للشبكة عبر إدراج رمز يتم إرساله عن طريق الإرساليات القصيرة للهاتف الجوال الرقمي للحصول على اسم مستخدم وكلمة عبور خاصة به عند كل محاولة نفاذ وضمان حماية المعطيات الشخصية للمستغلين وفق ما تقتضيه أحكام القانون المتعلق بحماية المعطيات الشخصية. ويتعين على مزودي هذه الخدمة تمكين كل مستغل للشبكة من حقه في النفاذ إلى معطياته الشخصية، وفق الشروط والإجراءات المنصوص عليها بالقانون المتعلق بحماية المعطيات الشخصية وضمان سلامة وحماية مستعملي شبكات "وي في" من هجمات الاختراق. ويتعين على مستغل الشبكات العمومية "وي في" ذات استعمال خارجي، عند بداية الاستغلال، موافاة الوكالة الوطنية للترددات بقاعدة بيانات تتضمن كافة نقاط النفاذ الخاصة بشبكته .

ويمكن للوكالة الوطنية للترددات أن تطلب في كل حين، ودون أن يترتب عن ذلك أي حق في التعويض، إيقاف محطات الإرسال انطلاقاً من الشبكات العمومية "وي في" الاستعمال الخارجي في صورة عدم "الاخلال بالأمن العام والدفاع الوطني أو بمتطلبات العمل القضائي أو اعتماد الوكالة مخطط وطني جديد للترددات".

واتاح نص القرار للوكالة الوطنية للترددات كذلك مراقبة مختلف الأجهزة الراديوية المستعملة على مستوى الشبكات العمومية "وي في" ذات الاستعمال الخارجي.

على هامش الجدل الأخير حول حكم الإعدام في تونس: كيف صرت مناهضاً لحكم الإعدام؟

المفكرة القانونية

21-09-2018

حمه الهمامي

[legal-agenda](http://legal-agenda.com)

فرض الحراك الحقوقي والسياسي التونسي أن تكون المطالبة بالغاء عقوبة الإعدام حاضرة بالباح في كل النقاشات التي تجري حول الإصلاحات المؤسساتية والتشريعية. وقد اصطدمت تلك المطالبات على أرض الواقع بمعارضة قوية من جانب من الشارع السياسي والشعبي الذي تمسك بكون الإعدام عقوبة ضرورية لمكافحة الجريمة زيادة على كونها تضمن حق الضحايا في القصاص من المذنبين. تبدو عند هذا الحد كل جريمة أو اعتداء يتسم بوحشية حدثاً يفرض تفهق الخطاب الذي يطرح السؤال حول عدالة الإعدام في مقابل الدعوات ذات الصوت الإعلامي العالي التي تطالب بالإعدام السريع للمجرمين دون انتظار نتائج بحث أو سؤال عن شخص من ينسب له الجرم.

وقد شكلت جرائم اغتصاب فتاة قاصرة سنها دون الخامسة عشرة وقتل والدتها وجدتها الحاصلة في نهاية الشهر الثامن من سنة 2018 إحدى هذه المحطات التي تعالت فيها المحاكمات الإعلامية "للمجرمين". وقد أصدرت فيها الدوائر الشعبية وجانب من النخب التونسية أحكامها بالإعدام في حقهم دون انتظار قول القضاء. وهي الأحكام التي اختار الناشط السياسي التونسي البارز حمه الهمامي أن ينازع في عدالتها في ذات ساحة نظرها بمقال نشره في جريدة المغرب التونسية يوم 20-09-2018 استعرض صلبه انطلاقاً من تجربته الشخصية شواهد واقعية تدين الإعدام كعقوبة وتدعو من يطالبون بتطبيقها للتفكير فيها مجدداً.

وإذ تقدر المفكرة القانونية أن هذا المقال يعد وثيقة هامة تصلح أن تكون مؤيداً يستعمل في صياغة الخطاب الحقوقي التونسي والعربي المناهض لعقوبة الإعدام، فإنه يسعدنا جداً أن نعيد نشره، بعدما استحصلت على موافقة كاتبه على ذلك (المحرر).

شهدت الساحة الحقوقية في المدة الأخيرة جدلاً واسعاً حول حكم الإعدام. كان ذلك بمناسبة الجريمة البشعة التي ارتكبت في جهة قبلاط بولاية باجة. جده وأم ماتنا متأثرتين بجراحهما الناجمة عن العنف الذي تعرضتا له. وصبية اغتصبت، حسب ما جاء في وسائل الإعلام، وما تزال إلى حدّ الآن تحت الصدمة. وقد شارك في الجدل عدد كبير من الناس من مختلف المشارب الفكرية والسياسية والأوساط الاجتماعية. وما لفت انتباهي هو درجة العنف الكبيرة التي ميّزت هذا الجدل بما في ذلك ما صدر عن بعض المثقفين الذين كان من المفروض أن يُسهموا في عقلنة النقاش وتعميقه فإذا بهم يفسحون المجال لغرائزهم كي تعبّر عن نفسها بأشكال بدائية.

ليس الموضوع متعلقاً بوحشية الجريمة. فهذا الأمر غير قابل للجدل. وليس الموضوع حول ضرورة معاقبة مرتكبيها، فالعقاب ضروري وبما يناسب فظاعة الجريمة. ولكن الموضوع هو طبيعة هذا العقاب: فهل هو بالضرورة حكم الإعدام؟ وهل يمثل الإعدام حكماً عادلاً في مثل هذه القضية أو غيرها من قضايا القتل؟ إن المذهل في الأمر أن العديد من المتدخلين في الجدل، ومن بينهم "مثقفون" لم يُنصّبوا أنفسهم قضاةً ليحققوا ويدينوا ويصدروا الأحكام القطعية فحسب، بل إنهم راحوا "يتفنون" حتى في الكيفية التي ينبغي أن يُنفذ بها حكم الإعدام. فهذه جامعية تقدّم على أساس أنها "مثقفة" ذهب بها الصلف (cynisme) إلى حدّ الدعوة إلى تعذيب الجناة حتى الموت لأنها رأت في إعدامهم شنقا حكماً خفيفاً بل مريحاً.

إن كل هذه الغرائز المنفلتة، وما أكثرها في واقعنا الحالي المتأزم الذي من ظواهره إخراج ما في أعماقنا من أدران بكل ما فيه من عفونة وتوحش، إنما يُبيّن أننا مجتمع لم يتمدّن ولم ينضج بما فيه الكفاية. وهو السبب في أننا لم نعتد إلى الآن مناقشة

قضايانا المجتمعية الشائكة والحارقة بهدوء وعمق بل إننا اعتدنا ردود الأفعال المتشنجة واللاعقلانية التي تدفع أحيانا إلى الهاوية. لذلك جال بخاطري الخوض في مسألة حكم الإعدام والبوح للقراء بالظروف التي حوّلتني من مناصر لحكم الإعدام إلى مناهض له عسى أن يدفع ذلك البعض لا إلى مراجعة موقفهم بالضرورة بل على الأقل إلى إعمال عقولهم قبل إطلاق العنان لغرائزهم. إن الحيوان غريزة. أما الإنسان فهو غريزة وثقافة وكلما تغلّب العامل الثاني على العامل الأول سما الإنسان بنفسه عن عالم الوحشية.

كنت مع حكم الإعدام

كُنْتُ في طفولتي كغالبية الناس مع حكم الإعدام. تلك هي الثقافة الأولى التي تَلَقَّيْتُها في وسطي الريفي الذي يغلب عليه الجهل في ذلك الزمن. فالقاتل ينبغي أن يُقتل. وكنت أسمع أحيانا بعض التعابير من قبيل: "هذا ينبغي أن يُعَلَّقَ من أشفار عينيه" وذاك "ينبغي أن يقطع إربا إربا" والآخر "ينبغي أن يرفس في مهراس" (في كراكة حلق الوادي كان أحد أساليب الإعدام في عهد البايات وضع المحكوم في مهراس كبير ودقّه بيد المهراس ثم يفتح المهراس من أسفل وتسقط الجثة المطحونة في البحر). بالطبع هذه الصور كانت ترعبني. ولكن مع ذلك كنت أعتبر حكم الإعدام حكما عادلا.

وحتى عندما نجحت في "السيزيام" (الصف الإعدادي الأول) (جوان 1964) وذهبت إلى المعهد الثانوي بمجاز الباب في باجة، وبدأت عيناى تتفتّحان أكثر على العالم، ممّا جعلني آخذ مسافة من بعض الأشياء المرعبة والوحشية كالتعذيب والقتل المجاني مثلا. إلا أنني بقيت مقتنعا بمشروعية حكم الإعدام "الذي تنفّذه الدولة باسم المجتمع" وفق "معايير قانونية معينة". ولا أخفي أنّ بشاعة الجرائم المرتكبة كان لها تأثير كبير في تبنّي حكم الإعدام ظلّا منّي بأنّه كفيل بإنصاف الضحايا وردع المجرمين المفترضين.

لازمي هذا التفكير حتى دخلت الجامعة في عام 1970. ولكن في هذه الأثناء، حدث ما غيرني وغير تفكيري. دخلت السجن لأول مرة في فيفري 1972. كانت المناسبة حركة فيفري الطلابية المجيدة. لكن قصر المدة التي قضيتها بالسجن هذه المرّة والعزلة المطلقة والمطبعة التي عشتها بزنانتي بجناح السجن المضيق بسجن 9 أفريل بالعاصمة لم تمكّنني من معرفة الشيء الكثير عن عالم "الحبوسات". ولكنني حين سجنت في المرة الثانية في خريف 1974 لأحال مع رفاقي ورفيقاتي في "منظمة العامل التونسي" على محكمة أمن الدولة، وأقضي بالسجن حوالي 6 سنوات كان الوقت كافيا والظرف مناسباً لأطلع أكثر وأتعلّم.

بداية المنعرج...

بعد نقلي، في أواخر شهر أكتوبر 1974، من مصالح أمن الدولة بوزارة الداخلية إلى سجن 9 أفريل، علمت عن طريق أحد الحراس "العربي..."، أن سجيننا محكوما بالإعدام أطلق سراحه قبل أيام. استغربت من الخبر وسألته عن السبب. أجابني بكل بساطة "ماهو طلع خاطيه، موش هو اللي قتل... شدّوه بعد ما طاحت روح في جهة الملاسين وركحوا فيه بالعصا اعترف وشخص وصحّ... ثمّ أضاف "شوية وإلا عدموه... عدّى 4 سنين وتحكم عليه بالإعدام والتعقيب أكدّ الحكم وما زال كان الرئيس باش يصحّح على التنفيذ ويشنّفوه".

سألته من جديد ما الذي حصل في الأثناء؟ كيف ظهرت براءة الرجل؟ أجابني: "ماهو صارت جريمة أخرى في الملاسين وشدوا مجرم وقت ما بحثوه قالهم اللي هو ما قتلش الروح الجديدة لكن قتل الروح القديمة اللي اتهموا بيها صاحبنا... سبيناه وقلنالو برّ روح هالك منعت...". هكذا بكل بساطة لخصّ "العربي...". الموضوع. عدت إلى زنزانتي مصدوما. قضيت الليلة أتقلب على "البياص" (حصيرة من الحلفاء). الأسئلة تهاجمني من كل الجهات... ماذا كان سيحصل لو أنّ ذلك الشخص أُعِدِمَ قبل اكتشاف الجاني الحقيقي؟ روح بشرية بريئة كانت ستُرْهَقُها الدولة... بعد حكم قضائي يبدو "ملائما للقانون" ومبنيًا على "أبحاث جدّية" لدى الشرطة و"تشخيص دقيق للجريمة" و"تحقيق قضائي جدّي".

ماذا سيكون موقف سلسلة المحققين والقضاة أمام ضمائرهم حين يعلمون أنهم أرسلوا شخصا بريئا إلى المشنقة؟ ثم هل من إمكانية لمراجعة هذا الحكم لو تمّ تنفيذه؟ بالطبع لا. فالإعدام المُنفذُ حكم غير قابل للمراجعة. يا للفضاعة. الدولة بأجهزتها الأمنية والقضائية والسياسية تخطئ وتجنّي على بريء. أليس من المعقول، لاجتناب عواقب مثل هذه الأخطاء، إلغاء حكم الإعدام وتعويضه بالسجن المؤبد؟ أليس من الأفضل الحكم بالمؤبد على 99 مجرماً جرائمهم ثابتة لإنقاذ حياة بشر واحد حكم عليه بالإعدام خطأً؟ أليس إلغاء حكم الإعدام هو السبيل الوحيد لمراجعة الأحكام الجائرة عند حصولها وإنقاذ حياة الأبرياء؟ إذا تم تنفيذ حكم الإعدام فمن سيعيد الحياة لذلك المعدوم ظلماً؟ أليست هذه جريمة في حد ذاتها؟

الدولة تعدم الطفل حطاب

لم تتوقف مأساتي عند هذا الحد بل ازدادت حين وقعت عند حالة جديدة مرعبة ومكربة بجناح السجن المضيق. كنّا نعيش معزولين بعضنا عن بعض في هذا الجناح. كل سجين في زنزانه. وكنا وقتها خمسة سياسيين من العامل التونسي (الصادق بن مهني وأبو السعود الحميدي وإبراهيم الميّداسي وعبد الله الحسني وأنا) ومجموعة أخرى اكتشفناها وهي مجموعة "الجبهة القومية التقدمية لتحرير تونس" (جماعة المرغني). وإلى جانب هؤلاء جميعاً، كان يوجد مساجين حق عام معزولون بسبب عقوبة أو لأنهم ما زالوا تحت البحث لدى حاكم التحقيق أو لأنهم من المثليين الجنسيين. كما كان يوجد شاب علمنا أنه محكوم بالإعدام وهو يشغل الزنزانه رقم 4. كنا في الليل، بعد خروج الحراس، ننبطح على بطوننا أمام أبواب زنزاناتنا ونضع أفواهنا قريباً من فتحة الباب التحتية ويتحدث بعضنا إلى بعض. كان مساجين الحق العام يسمحون لنا ببعض الوقت لتبادل الأخبار ثم يدخل الجميع في الحديث "لتقصير الليل" ومقاومة الأرق.

ليلة بعد ليلة دخل معنا ذلك الشاب المحكوم عليه بالإعدام في الحديث. عرفت اسمه "حطاب". ذكر لنا أنّ سنّه لم يكن يتجاوز 16 سنة وبضعة أشهر عند إيقافه بتهمة قتل والدته. حطاب، الشاب الوسيم جداً، غادر مقاعد المدرسة بجهة منوبة على ما أتذكر ليشتغل عند "خضار" ويعيل أمه وأخويه بعدما توفي والده. كانت أمه جميلة. وكانت محطّ الأعين لأنها أرملة. وخرجت عنها إشاعات بكونها "قاعدة تفسد". ووصلت هذه الإشاعات إلى حطاب الذي بدأت تلتهمه الوسوس. تحدث مع أمه وطلب منها أن تتزوج وتضع حداً للشائعات فرفضت. وذات مرة، خطر له أن يذهب إلى مركز الحرس الوطني ليعبر لرئيس المركز عن وساوسه فنهروه وطردوه.

شيئاً فشيئاً أصبح يشكّ في رئيس المركز ويتساءل إن لم تكن له بدوره علاقة بوالدته وإلا فلماذا تصرف معه بتلك الطريقة؟ "صرت يا عباس (وهو اسمي الحركي في الجناح، كانت لنا أسماء حركية بهدف التمويه على الحراس) محاصراً... العينين ماكلتني وتقول لي إن أمك عاهرة... أصبحت لا أنام الليل، هجرت الشغل... لكن ذلك لم ينفع... أصبحت حياتي جحيماً... ضاقت الدنيا بي فلم أفكر إلا في شيء واحد "قتلها" فترتاح وأرتاح... وهو ما فعلت. اشتريت بيدون بنزين واستدرجتها إلى طريق يؤدي إلى جهة فوشانة وفي منتصف الطريق قيدها من ساقها ويديها وسكبت عليها البنزين وأحرقتها وهي تستغيث "راني أمك".

كان حطاب يروي تفاصيل جريمته وهو يبكي بالغصة. اعتقل وأحيل على القضاء وحكم عليه بالإعدام شنقاً... كان وقتها السن الجزائري 16 سنة. بورقيبة هو الذي أمر في عام 1968 بالنزول بالسن الجزائري من 18 سنة إلى 16 سنة إثر عملية قتل ارتكبتها طفل وذهبت ضحيتها سائحة أوروبية. كان حطاب الطفل ضحية نزوة من نزوات بورقيبة الذي قرر تغيير السن الجزائري خلافاً لكل القوانين والأعراف الدولية التي تمنع إعدام الأطفال. حطاب حكم عليه بالإعدام على جريمة ارتكبتها وهو عتطفل. الحكم في هذه الحالة كان من المفروض ألا يتجاوز 10 سنوات سجناً.

المجتمع حكم على حطاب

حطاب كان يحدثني كل ليلة تقريباً. كان دائماً يعيد علي مسمعي نفس الحديث: "يا عباس أنا حَكَمْتُ عليّ عينان الناس. أنا

طفل صغير والإشاعات تحاصرُ فيًا ما لقيت حد يأخذ بيدي. إما أنني أقبل الوضع وأموت وأنا حي وإلا أقتلها وأموت أنا بعدها.. المجتمع قاسي يا عباس... ما يرحمش. الناس وحوش... علاش رئيس المركز ما عاونيش؟"... وبعد مدة جاء موعد إعدام خطاب. ليلة إعدامه ما تزال، بعد 43 سنة، عالقة بذهني كما لو أنها البارحة. تفتنًا الصادق بن مهني وأنا، من خلال تحركات الأعوان، إلى قرب موعد إعدام خطاب. وذات ليلة سهرت معه إلى ساعة متأخرة.

كان خطاب ليلتها يشعر بأرق قاتل فطلب مني محادثته. وفي وقت من الأوقات، حوالي الثالثة فجرا استمعت إلى "صريير المفاتيح". كعادتنا حتى لا نقع في فخ الحراس سكتُ وسكَّتْ خطاب. فُتِح باب إحدى الزنانات. سمعت كلاما لم أتمكن من فرزه. لكن كان من الواضح أن الأمر لا يتعلق بعون واحد بل بمجموعة أعوان... وما هي إلا لحظات حتى سمعت صوت خطاب: "الوداع يا عباس...الوداع...". خارت قواي ولم أتمكن حتى من الرد عليه. سقطت على "البياص" وبكيت... وبكيت... وبكيت. وفي الصباح أعلمت رفاقي. كنا وقتها مجتمعين في الزنانة 18. وكنا نستمتع إلى الهادي الشنوفي الذي كان محبوسا في الزنانة المقابلة يرتل آيات قرآنية ترخما على خطاب الذي كان الجميع في الجناح يحبه ويتمنى أن يفلت من حبل المشنقة. علمنا أيضا ونحن في السجن أن إحدى الصحف اليومية أجرت سبر آراء فكان 70٪ من المستجوبين دعوا إلى عدم إعدام خطاب.

مسؤولية الدولة والمجتمع

قضية خطاب كشفت لي مرة أخرى مسؤولية الدولة والمجتمع. لا يخلق الإنسان مجرما بل الظروف، بما تعنيه من اقتصاد واجتماع وثقافة وعادات وتقاليد، تخلق منه مجرما. فما من جريمة إلا وكان لهذه الظروف تأثير فيها. لا أقول هذا لتبرير الجريمة بل لفهمها. والمؤسف أننا اعتدنا في مجتمعاتنا التفكير السطحي. نحصر المسؤولية في الفرد لتنفصى وتنقصى الدولة من المسؤولية. أفليس للدولة مسؤولية حين لا تخلق لمواطنيها ومواطناتها ظروف حياة متوازنة فينجرون إلى الانحراف والجريمة؟ أليس للمجتمع مسؤولية حين تكون العقول مكبلة بالعادات والتقاليد البالية؟ كل أرملة وكل طالق "عاهرة" حتى يأتي ما يخالف ذلك. من لا يعرف هذه العقلية؟

ألم يكن بإمكان خطاب أن يفلت من حبل المشنقة لو ساعده رئيس مركز الحرس وأحاطه بعنايته؟ ألم يكن بإمكان خطاب أن يبقى حيا لو رحمه الناس وكفوا عن إيذائه بألسنتهم ونظراتهم؟ ألم يكن بإمكان خطاب أن يعيش لو لم يفعلها بورقيبة ونزل بالسن الجزائي إلى سن الطفولة في لحظة انفعال. وما أخطر القرارات التي يتخذها رجل الدولة ساعة غضب خاصة إذا كان هو "النظام"؟ (كان بورقيبة يقول: "أنا النظام" تعبيراً عن سلطته المطلقة).

هل أنّ دور الدولة هو القتل أم الإصلاح والحفاظ على حياة البشر؟ ألم يكن بإمكان خطاب حتى لو حكم عليه بالمؤبد أن يتغير ويصلح ذاته ويغادر السجن إنسانا آخر؟ لماذا نُعجَبُ بما يحصل في البلدان الأخرى ونرفض أن يحصل عندنا نفس الشيء؟ في منتصف سبعينات القرن الماضي قتل الشاب الفرنسي "فيليب موريس" عون أمن وحكم عليه بالإعدام. وحين كان ينتظر التنفيذ بقطع رأسه وعمره 24 سنة وصل ميتران في عام 1981 إلى الرئاسة وألغى حكم الإعدام ونجا الشاب من المقصلة. وأطلق سراحه عام 2000. وهو يحمل معه شهادة دكتوراه في التاريخ الوسيط. وهو اليوم يعمل باحثا في واحد من أبرز مراكز البحث بباريس CNRS (المركز الوطني للبحوث الاجتماعية).

القانون يتغير لإنقاذ أبناء الأغنياء

قضية خطاب علمتني درسا آخر. الفقراء وحدهم يُعدَمون. الإعدام يا سادة، يا كرام، له بعد طبقي هو أيضا. لن أكثر عليكم الأمثلة التي عشتها في السجن. فهي كثيرة. سأكتفي بمثال واحد لعلاقته بقضية خطاب. في عام 1980 ونحن نقبع في الجناح «H» بالسجن المدني بتونس بعد أن قضينا حوالي ثلاث سنوات بسجن برج الرومي (الناظور حاليا) حصلت جريمة بشعة في العاصمة. ثلاثة شبان: ابن الطبيب الخاص لبورقيبة وابن قنصل دولة شقيقة وابن أحد الميسورين عنّ لهم أن يهاجموا في

ساعة متأخرة من الليل شابا يعمل بمحطة بنزين بباردو ليستولوا على ما عنده من مال المبيعات ليواصلوا بها سهرتهم. قومهم الشاب الكادح فأردوه قتيلا ببندقية صيد وأخذوا المبلغ الذي كان بحوزته، 13 دينار على ما أتذكر، وفروا.

أوقف الشبان الثلاثة. وكان حكم الإعدام ينتظرهم قانونا. ولكن، إثر تدخّلات، قرر بورقيبة تغيير القانون والعودة بالسنن الجزائري إلى 18 سنة ليفلت الشبان الثلاثة من الإعدام ويحكم عليهم كأطفال بعشر سنوات فقط. لماذا لم يقر بورقيبة بهذه الحركة مع الطفل خطاب؟ هذا الأخير ليس له "أكثاف". هو من الشعب الفقير. والغريب في الأمر أن أغلب المدافعين عن الإعدام هم من هؤلاء الفقيرين الذين تتلاعب بعقولهم وسائل الدعاية فتهيجهم سواء باستعمال الدين أو بالشحن العاطفي وتستعمل بعضهم ضد بعض.

ضربة مزاج نُقود 11 معارضا إلى المشنقة

في نفس سنة 1980 وفي نفس سجن 9 أبريل وتحديدا في يوم الخميس السابع عشر من شهر أبريل، أفقنا صباحا وأعدنا أنفسنا للذهاب إلى "أدواش" السجن. ولكن الأبواب لم تفتح في وقتها. اعتقدنا في البداية أن الأمر يتعلق بعملية تفتيش (fouille) في أحد الأجنحة مما استدعى مشاركة عدد كبير من الأعوان. ولكن عندما بلغت الساعة حوالي العاشرة صباحا فكرنا في أن أمرا غير عادي يحصل. حوالي الحادية عشرة فتح باب الزنزانة... وجه العون كان مُكفَّهًا وسلوكه غير عادي. كان على غير عادته صامتا. وعقله شاردا. مررنا بكافة أجنحة السجن في اتجاه "الأدواش". زدنا إحساسا بأن الوضع غير عادي. أتذكر أننا لما وصلنا إلى "الأدواش"، لاحظنا على يميننا "كوما" من أزياء "السجن الخضراء"... وحتى قيل أن يُعلّق واحد منا جاءت كلمات السجين المكلف "بالأدواش" لتوضّح: "جماعة قفصة (المجموعة المسلحة التي دخلت تونس في جانفي 1980) عدموهم الكل 11 روح شنقوهم اليوم... آخرهم بعد الساعة الثامنة صباحا".

كانت الصدمة كبيرة. وقد روى لنا الأعوان الفظاعات التي تمت فجر ذلك اليوم. "أحمد الشناق" كان "يُفَنَّن" في إعدام ضحاياه... وفي "الروح السابعة" كما حكى أحد الأعوان توقّف وأكل "كسكروت"... عز الدين الشريف، أحد المحكومين بقي يتلوّى في حبل المشنقة حوالي 20 دقيقة... بعض الأعوان أغمي عليهم.. عون آخر انتابه الغثبان وآخر نُقِلَ إلى المستشفى من شدة الصدمة...

روى الطاهر بلخوجة، أحد وزراء الداخلية في عهد بورقيبة، في مذكراته أن هذا الأخير كان ينوي إعدام ثلاثة فقط من بين الـ 13 المحكوم عليهم بالإعدام في قضية قفصة (أحمد المرغني وعز الدين الشرف...) وتحويل حكم البقية إلى السجن المؤبد.

لكن في الأثناء زار الرئيس الفلسطيني الراحل ياسر عرفات بورقيبة في قصر قرطاج وترجاه أن يعفو على المجموعة ويستبدل حكم الإعدام بالسجن المؤبد. اغتاض بورقيبة من تدخّل عرفات وردّ الفعل بأن قرر تعديده الجميع إلى المشنقة... هكذا يتحكم المزاج الشخصي للرئيس في تقرير حياة بشر.

لتسقط مهنة الجلاد

لما غادرت السجن عام 1980 لم يعد عندي أي التباس في الموضوع. أصبحت مناهضا لحكم الإعدام عن قناعة. ولما تأسس حزب العمال الشيوعي التونسي في جانفي 1986 اتفق جميعنا أن يكون أحد بنود برنامجه إلغاء حكم الإعدام. وهو الموقف الذي دافع عنه مناضلو الحزب "الرابطيون" حين نوقش ميثاق الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان أواسط ثمانينات القرن الماضي.

لقد أصبحت عندي قناعة بأن حكم الإعدام لا يمثل "الحكم العادل" حقًا في جرائم القتل أو غيرها من الجرائم الخطيرة. فهو يحتمل الخطأ وإن أعدم شخص خطأ فلا توجد إمكانية لإرجاعه إلى الحياة. وهو ليس في منأى عن التأثيرات الاجتماعية إذ

أن الفقراء والأقليات هم العرضة أكثر من غيرهم لأحكام الإعدام. كما أن حكم الإعدام هو الوسيلة لدى الأنظمة الرجعية والمستبدة لتصفية معارضيهما حتى بافتعال القضايا لهم. أضف إلى ذلك أن الدولة مطالبة بالحفاظ على حياة الناس وليس بقتلهم. ومن هنا فالدولة لا تتصرف كما يتصرف المجرم، لا تقتل كما يقتل المجرم، لا تحركها الضغائن أو ردة الفعل بل هي مطالبة بأن تتصرف بعقلانية وبأن تقوم بدور الإصلاح فلا تياس من الإنسان.

وإلى ذلك كله، فقد بينت كل التجارب أن حكم الإعدام لم يكن له أي تأثير في الحد من الجريمة. فمن يريد الحد من الجريمة عليه أن يعالج أسبابها العميقة أولاً وقبل كل شيء. وليس أدل على ذلك من أن البلدان التي ألغت عقوبة الإعدام هي من أقل البلدان التي تسجل بها جرائم العنف والاعتصاب. في حين أن الولايات المتحدة الأميركية حيث لا تزال عقوبة الإعدام سارية لم تتناقص فيها الجرائم بل تم التفتن لبراءة بعض من نفذ في حقهم الإعدام.

إن الأمر يتعلق بفلسفة كاملة: فلسفة الإصلاح والتغيير مقابل فلسفة العقاب والانتقام، فلسفة التمدن الإنساني مقابل فلسفة التوحش. إن المجتمع المتمدن هو المجتمع الذي يلغي حكم الإعدام ويعوضه بالسجن المؤبد. فهذه العقوبة مناسبة لجرائم القتل إذ هي تسلب الجاني حريته. ولكنها تبقى أمامه باب إصلاح النفس مفتوحاً. فمتى نقبر في تونس مهنة الشناق إلى الأبد؟

للعبارة

في النصف الثاني من الثمانينات تمت مناقشة ميثاق الرابطة التونسية لحقوق الإنسان. وكان أحد بنود هذا الميثاق ينص على ضرورة إلغاء حكم الإعدام تماثياً مع المواثيق الدولية. ولكن ممثل حركة النهضة اعترض وقتها على هذا البند بحجة أن القصاص "مبدأ ديني". كنا نقول: "يا لهم من أغبياء". ألم يفهموا أنه من الممكن أن يكونوا هم أول ضحايا موقفهم المدافع عن إبقاء حكم الإعدام؟ من أذراهم بأن "الزمن الغدار" لن ينقلب عليهم؟ وبالفعل جاءت عملية باب سويقة 1991 وكان آخر جماعة نفذ فيهم حكم الإعدام على ما أتذكر هم جماعة باب سويقة من أنصار حركة النهضة... وقد ناهض "الرابطيون" اليساريون بقوة هذه الأحكام. كما أدانها حزب العمال. العبرة من كل هذا: حين تدافع عن مبدأ صحيح تكون أول المستفيدين منه، وحين تدافع عن موقف خطأ قد تكون أول من يدفع ثمنه.

21-09-2018

د. أيمن الزغدودي

[legal-agenda](#)

القاضي لاعب أساسي في ضمان الحرية والمساواة: قراءة في أعمال اللجنة التونسية للحريات الفردية والمساواة

يُقال إن "المعدوم حساً كالممنوع شرعاً". والمقصود هنا قصور النصّ المكرّس لحق ما أو مصلحة ما عن تحقيق غاياته إذا لم يتمكّن المخاطب بأحكامه من التمتع بها والاهتداء إليها.

لذلك، فإن تنصيب الدستور التونسي صلب الباب الثاني على الحقوق والحريات يظل مجرد أمنيات إذا لم تتوفّر الآليات الكفيلة بتحويلها لأحكام ذات أثر قانوني[1] تمكّن الأفراد من اللجوء إليها لحماية حقوقهم. ولعلّ القضاء من أنجع وأنبّل الآليات القادرة على الاضطلاع بهذا الدور، لذلك لا غرابة في أن ينصّ الفصل 49 من الدستور على " (...) تتكفل الهيئات القضائية بحماية الحقوق والحريات من أي انتهاك". كما نصّ الفصل 102 من الدستور على أن القضاء ضامن لعلوية الدستور وحام للحقوق والحريات.

في هذا السياق، تضمّن مقترح مشروع مجلة الحقوق والحريات الفردية الذي قامت بإعداده لجنة الحريات الفردية والمساواة، مجموعة من الأحكام المتعلقة بحماية الحقوق والحريات الفردية.[2] ويتمثل أبرزها في وجوب رجوع القاضي للمعاهدات الدولية الموافق والمصادق عليها من طرف الدولة التونسية من جهة أولى، وضرورة تأويل القانون وفق ضوابط معينة من جهة أخرى.

في ضرورة التقيّد بالمعاهدات الدولية

كرّس الفصل 20 من الدستور التونسي [3] علوية المعاهدات الدولية على القوانين الأمر الذي يترتّب عنه عدة آثار قانونية من أهمها وجوب تلاؤم القوانين مع أحكام المعاهدات الدولية. ويتحمّل القضاء في هذا الصدد واجب إعلاء المعاهدات كلما تعلق الأمر بقوانين مخالفة لها، وهو أمر طبيعي ومنطقي ناتج عن ضرورة احترام الدول لالتزاماتها تجاه المجتمع الدولي. [4]

وتصبح المسألة ذات أهمية أكبر عندما يتعلّق الأمر بالمعاهدات الدولية في مجال حقوق الإنسان بالنظر إلى مضمونها الذي يهدف إلى حماية جوهر الإنسان المتمثّل في الحرية والكرامة والمساواة.

وفي هذا السياق، نص الفصل 88 من مقترح مشروع مجلة الحقوق والحريات الفردية على الآتي: "يبت القاضي في الدعاوى الرامية إلى حماية الحقوق والحريات الفردية بالرجوع مباشرة إلى أحكام الدستور والإعلان العالمي لحقوق الإنسان المؤرخ في 10 ديسمبر 1948 والمعاهدات الدولية الموافق والمصادق عليها.

ويطبق القاضي أحكام الاتفاقيات الدولية الحامية للحقوق والحريات الفردية ولو قبل نشرها بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية".

يجب قراءة هذا المقترح بالرجوع إلى الأحكام والقرارات القضائية الصادرة في مادة الحقوق والحريات الفردية التي غالبا ما تتجاهل المعاهدات الدولية لتستسرّ بالقوانين الداخلية، مما يؤدي في بعض الأحيان إلى المساس بالالتزامات القانونية للدولة التونسية.

فعلى سبيل المثال، أسس القاضي العدلي تعليقه في إحدى القضايا المتعلقة بحرية التنقل على دستور غرة جوان 1959 بالرغم من أنه وقع إنهاء العمل به في تلك الفترة وكان من الأسلم الاكتفاء بالعهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية لحماية الحق المذكور. [5] وفي القضايا المتعلقة بحرية التعبير، وقع الاعتماد على نصوص جزائية زجرية من دون مراعاة المعاهدات الدولية ذات الصلة.

بل وذهب الأمر إلى حد تجاهل الفصول 18 و19 و20 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية في قضية جابر الماجري والاستئناف بفقهاء مصري مثير للجدل حيث وقع اجترار إحدى الحثييات التي وردت في قرار محكمة الاستئناف بالقاهرة في القضية الشهيرة المتعلقة بنصر حامد أبو زيد عندما وقع اعتباره مرتدًا وبالتالي الحكم بتطبيقه من زوجته. [6]

كما يتجلى تهميش المعاهدات الدولية في مجال حماية الحرمة الجسدية للأفراد من خلال عدم اضطلاع القضاء بتأمين دوره الحمائي في منع الفحوص الشرجية التي تجرى على المتهمين في القضايا المتعلقة بالفصل 230 من المجلة الجزائية الذي يتعارض مع الفصول 21 و23 و49 من الدستور وكذلك المعاهدات الدولية. [7]

في التأويل الديمقراطي والمدني

يُعتبر الفصل 49 من الدستور بيضة قُبّان [8] الدستور التونسي حيث تضمّن نظاما قانونيا معقّدا بخصوص تقييد الحقوق والحريات وتأويل الأحكام القانونية المتعلقة بها بهدف إعلاء قيمة الحرية.

وتجدر الإشارة إلى أن صياغة الفصل 49 من الدستور تشبه إلى حد بعيد صياغة الفصل الأول من المرسوم عدد 115 لسنة 2011 المتعلق بحرية الصحافة والطباعة والنشر المستوحى بدوره من المعاهدة الأوروبية لحقوق الإنسان.

وتعتمد المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان سياسة فقه قضائية حامية للحقوق والحريات بناء على جملة من الضوابط التي تهدف لضمان وتعزيز تأويل ديمقراطي ومدني في مجال الحقوق والحريات. وتتمثّل الضوابط والشروط المتعلقة بالقيود

أساساً في وجوب وجود مصلحة مشروعة جديرة بالحماية (حقوق الغير، الأمن العام، الدفاع الوطني) واحترام شرطي التناسب [9] والضرورة [10] وخاصة احترام الطابع الديمقراطي للمجتمع [11].

وتتأسس هذه المنظومة على غاية جوهرية متمثلة في حماية الفرد الذي يشكل أساس البناء المجتمعي مما يؤدي ضرورة إلى تغليب هذه الغاية والسعي إلى ضمانها من خلال تعزيز قيم المساواة والكرامة والحرية.

في هذا السياق تضمّن الفصلان [12]89 و [13]90 من مقترح مشروع مجلة الحقوق والحريات الفردية جملة من الأحكام التي تهدف إلى ضمان فاعلية الأحكام الدستورية وتمكين القاضي من الآليات القانونية الكافية للاضطلاع بدوره كحامي للحقوق والحريات الفردية.

أما بالنسبة للفصل 89، فإنه يعتبر نتيجة منطقية للفقرة الأخيرة من الفصل 49 من الدستور الذي كرس مبدأ عدم إمكانية التراجع عن الحقوق والحريات حيث نص أنه "لا يجوز لأي تعديل أن ينال من مكتسبات حقوق الإنسان وحرياته المضمونة في هذا الدستور."

ويفيد هذا المبدأ عدم جواز سنّ أي تشريع جديد من شأنه التضيق أو التقليل أو إنكار الضمانات القانونية للحقوق والحريات المنصوص عليها صلب تشريع قديم أي يجب أن يتضمّن التشريع المستقبلي على الأقل نفس الحماية القانونية الموجودة في التشريع السابق. ويمكن أن ننتهج نفس التمشي بخصوص القضاء الذي من واجبه عند الحاجة إلى التأويل أن يتوخى سياسة حامية للحقوق والحريات الفردية لا إلى التقليل منها حتى يكون متناسقا مع أحكام الدستور التي جعلت منه الحامي الطبيعي للحرية.

وأما بالنسبة لأحكام الفصل 90 من مقترح مشروع مجلة الحقوق والحريات الفردية، فلقد نظم مسألة تقييد الحقوق والحريات بالرجوع إلى أحكام الفصل 49 من الدستور.

ويجب الانتباه إلى أن الفصل 49 تضمّن القيود كحقوق الغير أو الأمن العام أو الصحة العامة كما وضع ضوابط على هذه القيود كالضرورة والتناسب وعدم المساس بجوهر الحق. لكن تضمّن أيضا إطار التقييد والمتمثل في الدولة المدنية الديمقراطية أي أن إعمال شرطي التناسب والضرورة يكون مقترنا وجوبا بالطابع المدني والديمقراطي للدولة.

من هذا المنطلق، في صورة تصادم الحقوق والحريات فيما بينها أو مع المبادئ والأهداف الدستورية، يقع فضّ النزاع داخل منظومة الفصل 49 من الدستور وليس خارجها. وحتى فرضيّة التصادم أو التعارض بين الفصلين الأول والثاني، فإن معالجتها تقع بواسطة الفصل 49 الذي جعل من معيار الدولة المدنية الديمقراطية ببيضة القُبان.

وعلى هذا الأساس، يجب أن يُراعى التأويل القضائي ذلك الإطار الذي تُمارَس فيه الحقوق والحريات الفردية أي أنّه يجب فهم المصالح الجديرة بالحماية (حقوق الغير، الدفاع الوطني، الآداب العامة...) من جهة أولى، وتطبيق شرطي التناسب والضرورة من جهة ثانية، على ضوء الدولة المدنية الديمقراطية وبالتالي إقصاء المنظومات السياسية الأخرى كالعسكرية أو الاستبدادية أو الدينيّة من مجال تيرير التقييد وإلا فإن التأويل يكون مشوبا بعدم دستورية موصوفة.

ترتكز فكرة الدولة الديمقراطية على قيم ثلاث [14] وهي التعددية والتّقحّ والتّسامح. [15] ويكون حينئذ التأويل الدستوري عبارة عن قراءة ديمقراطية ومدنية للنصوص القانونية ينبري على أساسها القضاء للدفاع عن الحقوق والحريات الفردية.

فكرة الحرية لا يمكن أن تزدهر إلا في مجتمع ديمقراطي هو ذاته مرتكز على قيمة الحرية حيث أن الحرية والديمقراطية توأمان لا قوام لأحدهما إلا بصاحبتهما لأن الحرية أساس الديمقراطية ثم صارت الديمقراطية بعد حارسه للحرية فلا بدّ للديمقراطية من أساس ولا بد للحرية من حارس وما لا حارس له فهو ضائع وما لا أساس له فهو مهدوم. [16]

إجمالاً، تساهم الفصول القانونية المقترحة في تركيز وتدعيم مبدأ المعقولية من خلال دفع القضاء إلى احترام مبدأ هرمية القواعد القانونية وتبني تأويل ديمقراطي ومدني حيث أن " العدالة لا تتمثل (...) في التطبيق السليم لقاعدة ما بل في التطبيق السليم لقاعدة معقولة." [17] ويرى في هذا السياق الأستاذ الأزهر بوعوني بأن " إخضاع الرقابة لمبدأ المعقولية على صلة وثيقة بغايات العدالة التي لا تستند إلى أحكام دستورية بل تفرضها المحكمة على نفسها وتندرج ضمن ضوابط الرقابة الذاتية التي لا تخفى أهميتها." [18]

Le 20-09-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 20-09-2018 Mounir Baatour Président de Shams – Pour la dépenalisation de l'homosexualité en Tunisie. huffpostmaghre b</p>	<p>Lettre au chef du gouvernement: Libérez Hèlà, arrêtée car transgenre</p> <p>Hèlà a l'apparence et l'identité d'une femme. C'est donc avec la plus grande inquiétude que nous avons appris qu'elle avait été placée dans une prison pour hommes</p> <p>En 2016, la police tunisienne a arrêté la voiture d'une jeune femme prénommée Hèlà alors qu'elle rentrait chez elle après une soirée entre amis. Elle a été arrêtée car ses papiers d'identité ne correspondaient pas à son apparence; Hèlà est une femme transgenre.</p> <p>Hèlà a été insultée et frappée au poste de police, puis condamnée pour "indécence". Le jour de son jugement en appel, All Out, un mouvement mondial pour l'amour et l'égalité, vous a remis plus de 45.000 signatures de la part de personnes du monde entier demandant sa libération inconditionnelle. Hèlà s'est vue infliger une amende, mais a été libérée en appel. Nous vous remercions pour l'humanité de cette décision.</p> <p>Nous sommes très inquiets d'apprendre qu'Hèlà a de nouveau été arrêtée. Une fois de plus, elle a été contrôlée par des policiers, qui ont proféré des insultes transphobes lorsqu'ils ont vu que ses papiers d'identité la désignaient comme un homme. Elle a tenté de se défendre contre cette injustice et a de ce fait été accusée de manière totalement injustifiée d' "outrage à agent", "indécence publique" et de "débauche".</p> <p>Hèlà a l'apparence et l'identité d'une femme. C'est donc avec la plus grande inquiétude que nous avons appris qu'elle avait été placée dans une prison pour hommes et partageait sa cellule avec 50 détenus, dont certains sont incarcérés pour des crimes très graves, y compris des meurtres. Nous ne pouvons exagérer le péril grave et immédiat face auquel elle se trouve actuellement. Nous vous demandons de faire preuve de compassion et d'humanité envers Hèlà et de faire ce qui est en votre pouvoir pour qu'elle soit extraite de toute urgence de la cellule et de la prison où elle a été placée. Nous vous demandons également à nouveau d'abandonner les chefs d'inculpation retenus contre elle et de prévoir sa libération</p>

inconditionnelle. Pour étayer notre demande, nous vous faisons à nouveau parvenir les noms de plus de 49.000 personnes à travers le monde qui ont élevé leur voix pour soutenir Hèlà.

Nous attendons votre réponse avec intérêt.



20-09-2018

B.L

[businessnews](#)

Bochra Belhaj Hmida s'indigne face aux rumeurs liées au suicide d'un enfant de 11 ans

La députée et militante Bochra Belhaj Hmida a apporté, dans un post publié sur sa page Facebook ce jeudi 20 septembre 2018, des éclaircissements à propos du suicide d'un élève âgé de 11 ans indiquant que l'enfant n'a pas laissé de lettre et que son suicide n'était pas dû à des raisons matérielles. Mme Ben Hmida a également exprimé son indignation face aux rumeurs circulant autour de cet incident. Elle a, dans ce sens, appelé à respecter le deuil de la famille soulignant ainsi la nécessité de compatir avec les familles des victimes et d'opter pour le silence dans certaines situations.



20-09-2018

W.J

[realites](#)

Kairouan: Un père met ses deux filles en vente

Intervenant ce jeudi 20 septembre 2018, sur les ondes de Sabra Fm, un citoyen de la région de Kairouan a fait savoir qu'il a mis ses deux filles en vente devant le siège de la délégation de Kairouan Sud. L'homme a indiqué qu'il a réagi de la sorte parce qu'il n'a plus les moyens de faire vivre sa famille et ses trois enfants. Il a ajouté qu'il s'est fait opérer de la main à trois reprises, ce qui l'a empêché de travailler. Par ailleurs, il a justifié son acte par le comportement du délégué régional qui lui a crié dessus et qui lui a dit qu'il ne pouvait pas l'aider. De leur côté, les unités sécuritaires ont procédé à l'arrestation de l'homme et l'ont placé en garde à vue au poste de police d'El Mansoura.



20-09-2018

[shemsfm](#)

Les marins-pêcheurs tunisiens retenus en Italie, comparaissent vendredi devant le Tribunal

Accusés de « favorisation de l'immigration clandestine » depuis les côtes, les marins-pêcheurs tunisiens retenus en Italie, depuis une vingtaine de jours, devraient comparaître, demain vendredi, devant le Tribunal de Palerme. Selon une source responsable au ministère tunisien des Affaires étrangères, le Tribunal de Palerme examinera, demain, le recours présenté par l'avocat des marins-pêcheurs, arrêtés par les autorités italiennes. Plusieurs citoyens et représentants de la société civile à Zarzis avaient observé, mercredi, un rassemblement de soutien aux marins-pêcheurs tunisiens retenus en Italie. Le rassemblement s'est achevé par une marche pacifique qui a parcouru les rues de la ville. Les manifestants ont appelé le gouvernement à intervenir en faveur de leurs concitoyens par la voie diplomatique et politique, afin de leur éviter des poursuites judiciaires. Ils ont dénoncé la criminalisation de l'action humanitaire menée par le capitaine du bateau tunisien Chamseddine Bourassine et son équipage composé de cinq marins-pêcheurs, en sauvant, le 30 août dernier, 14 migrants

clandestins d'"une mort certaine". « Il s'agit d'un devoir humanitaire et nullement un crime ou un délit punissable », ont-ils expliqué. Selon leurs dires, le commandant Chamseddine Bourassine est connu pour son engagement humanitaire et pour avoir contribué au sauvetage de quelque 90 migrants africains et à la découverte de plusieurs corps de victimes. « Accuser Chamseddine de trafic d'êtres humains est injuste », ont-ils répété.



20-09-2018

mosaiquefm

Le covoiturage en Tunisie : interdit par loi mais largement pratiqué (Podcasts)

Le covoiturage est une pratique qui consiste en le partage d'un trajet entre deux ou plusieurs personnes vers une même destination contre une somme d'argent donnée. En effet, plusieurs pages sur les réseaux sociaux facilitent ce genre de rencontre, il suffit de partager la destination, l'heure du départ et la cotisation souhaitée pour avoir une dizaine de commentaires. Bien que largement propagé, ce phénomène est interdit en Tunisie par la loi N°2004-33 du 19 avril 2004, portant organisation des transports terrestres et est passible d'une amende allant jusqu'à 700 dinars en plus de la saisie du véhicule. En interviewant des personnes ayant eu recours au covoiturage, elles ont jugé que cette pratique est très efficace et est devenue nécessaire à coté de la dégradation de la qualité du transport public en Tunisie. Le directeur des Études et du Développement à la Direction Générale des Transports Terrestres au sein du Ministère du Transport de Tunisie a affirmé qu'il est en train d'étudier l'affaire et que le covoiturage demeure interdit.

مقالات باللغة العربية



20-09-2018

سليم العجرودي

alchourouk

في ابن سينا: يختطف ابنة أقرابه ويغتصبها ويحتجزها داخل غابة

تمكن أعوان مركز الأمن الوطني بحي ابن سينا جنوب العاصمة من إلقاء القبض على شاب مفتش عنه، تورط في اختطاف ابنة أقرابه القاصر والاعتداء عليها بالفاحشة داخل غابة وإجبارها على استهلاك اقراص مخدرة. ويُستفاد من الأبحاث المجراة أن عائلة اتصلت بأعوان الأمن بحي ابن سينا وأعلمت عن اختفاء ابنتهم القاصر والبالغة من العمر 14 عاما، فكتّفت أعوان الأمن من تحرياتهم وبعد يومين عادت الفتاة الى أهلها وهي في وضعية صحية سيئة، ليتمّ الكشف عن تورط أحد أقارب والدها في اعتراض سبيلها وهي عائدة الى منزل عائلتها، وعرض عليها مساعدتها على الوصول الى منزلها بواسطة دراجته النارية إلا أنه حول وجهتها الى داخل غابة كثيفة الأشجار ومترامية الأطراف حيث أجبرها على استهلاك اقراص مخدرة قبل أن يعتدي عليها وظلّ يحتجزها لديه طيلة أكثر من يومين قبل أن يخلي سبيلها وهي في حالة نفسية وصحية حرجة. وجاء في محاضر باحث البداية أنه أمكن إلقاء القبض على المظنون فيه الذي تبين أنه مفتش عنه من أجل سبع قضايا ومطلوب لدى المحكمة الابتدائية تونس 2 من أجل قضية تتعلق بمواقعة فتاة معوقة ذهنيا. وتقرّر الاحتفاظ به على ذمة الأبحاث الى حين إحالته على أنظار القضاء.



20-09-2018

ريم بن رجب

nawaat

الطبّ الشرعيّ في تونس: بينغاء الداخلية؟

منصف حمدون، رئيس قسم الطبّ الشرعي بمستشفى شارل نيكول ورئيس مجمع الأطباء الشرعيين بتونس، من الأسماء التي عاد الحديث عنها منذ أسابيع بعد صدور تقرير الطبّ الشرعيّ الذي ينفي تعرّض فتاة قبلاط إلى الاغتصاب من قبل خمسة أشخاص من بينهم عون أمن. الشكوك التي تحوم حول تقارير الطبّ الشرعيّ كثيرة خاصّة في حالات الوفيات

المُستترابة. وقد برز اسم منصف حمدون في قضية مقتل فيصل بركات الذي توفيّ تحت التعذيب سنة 1991 بمقرّ فرقة الأبحاث والتفتيش للحرس الوطني بنابل لكنّ تقرير الطبّ الشرعي أكدّ أنذاك أن الوفاة ناتجة عن حادث مرور. حالات الموت المُستتراب في مراكز الايقاف والسجون تدفع إلى وضع علامة استفهام حول مصداقية تقارير الطبّ الشرعيّ التي دائما ما تؤيد رواية السلطة.

عاد الجدل مجددا حول نزاهة تقارير الطبّ الشرعيّ في تونس بعد حادثة اختطاف و اغتصاب فتاة قاصر تبلغ من العمر 15 سنة بمنطقة قبلاط التابعة لولاية باجة على يد خمسة أشخاص من بينهم عون أمن. قام المتهمون الخمسة بالتهجم على منزل الفتاة وتعنيف والدتها (53 سنة) وجدتها (80 سنة). تُوفيت الجدة يوم 28 أوت جرّاء الاصابات الحادة التي تلقتها ثم لحقتها الأمّ التي توفيت يوم 12 سبتمبر بمستشفى الرابطة. خضعت الفتاة إلى اختبارين كانت نتائجهما متضاربة إذ يفيد الأول بأنّها تعرّضت إلى الاغتصاب في حين يفند الثاني هذه النتيجة وهو ما اضطرّ السلطات القضائية إلى الالتجاء إلى اختبار ثالث بقسم الطبّ الشرعيّ بشارل نيكول برئاسة منصف حمدون. أظهرت نتائج التقرير الثالث أنّ الفتاة القاصر لم تتعرّض إلى أي اعتداء جنسيّ وهو ما أعاد إلى الواجهة الشكوك التي تحوم حول مصداقية تقارير الطبّ الشرعيّ والتي تعدّ ورقة مهمّة يمكن أن تغيّر مجرى الأمور في قضايا وملفات خطيرة. ليست هذه هي المرّة الأولى التي يثار فيها الجدل حول قسم الطبّ الشرعيّ بمستشفى شارل نيكول بخصوص قضية اغتصاب يكون فيها الجناة من السلك الأمنيّ فقد سبق وأن أصدر نفس هذا القسم تقريرا فيما عُرف وقتها بقضية اغتصاب مريم والتي تحوّلت إلى قضية رأي عام، أثبت فيه عدم تعرّضها إلى الاغتصاب من قبل ثلاثة رجال شرطة.

مستشفى شارل نيكول، تونس

دائما ما تتمّ شيطنة الضحية في جرائم الاغتصاب فمريم لم يكفها آنذاك إصدار تقرير يفند تعرّضها إلى الاغتصاب بل حاول البوليس وقتها تحويلها إلى متهمة عندما صرّح الناطق الرسمي السابق باسم وزارة الداخلية خالد طروش بأنّ الفتاة كانت في وضع "مخلّ بالحياء وغير أخلاقيّ" وهو ما اعتبرته المنظمات الحقوقية محاولة لتبرير جريمة الاغتصاب والتغطية على الانتهاكات البوليسية. ربّما السؤال الذي يُطرح في هذا السياق هو ما مدى تأثير تقارير الطبّ الشرعيّ في قرار القاضي؟ إجابة على هذا السؤال صرّحت الأستاذة فدوى براهم لنواة، بأنّ حاكم التحقيق هو الذي يأذن بإجراء الفحص الطبيّ وأنّ المعمول به في المحاكم التونسية هو الأخذ بعين الاعتبار تقارير الطبّ الشرعيّ التي تكون عادة مفصليّة في العديد من القضايا، مضيفة قولها: "لكنّ القاضي ليس مقيدا بما جاء في تقرير الطبّ الشرعيّ، يستعين به ولكنّه يحكم حسب وجدانه وتقييمه للأمور. في مرّات عديدة يكون تقرير الطبّ الشرعيّ لصالح المتهمين لكن المحكمة تحكم بالإدانة وفي حال طلب المتهّم إعادة الاختبار يتمّ إعادته".

شكوك كثيرة حول مصداقية تقارير الطبّ الشرعيّ وخاصة حول منصف حمدون الذي لم ينكر في تصريحات سابقة أنّ قسم الطبّ الشرعيّ بشارل نيكول كان يتعرّض أثناء فترة حكم بن علي إلى ضغوطات بالتلميح أو التصريح لتزوير التقارير، مهاجما رئيسة المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب راضية النصاروي والنائبة سامية عبّو على خلفيّة تصريحات لهما سنة 2015 حول شبهة تواطؤ أطباء الطبّ الشرعيّ مع مصالح وزارة الداخلية في قضايا قتل تحت التعذيب بهدف تبرئة رجال الشرطة. وقد أذنت وقتها النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية بتونس 1 بالبحث في شكاية تقدّمت بها إدارة مستشفى شارل نيكول ضدّ النصاروي وعبّو. ظلّ ملف الطبّ الشرعيّ وتورّطه مع وزارة الداخلية قبل الثورة وبعدها من الملفات المقبورة التي لم يتمّ البحث فيها بشكل جدّي ودقيق نظرا لارتباط تقرير الطبّ الشرعيّ بجانب علميّ تقنيّ قد يصعب التشكيك فيه أو تفنيده من نفس وجهة النظر. كان قبو وزارة الداخلية مركزا للتعذيب قبل الثورة وقد مات في بداية التسعينات العشرات من المساجين السياسيين ولم يصدر تقرير واحد من الطبّ الشرعيّ يثبت أنّ وفاة أحد المساجين كان تحت التعذيب. تعيدنا حالات الموت المستترابة في تلك الفترة الحالكة من تاريخ الدكتاتورية إلى قضية فيصل بركات الذي فنّد تقرير الطبّ الشرعيّ بمعيرة منصف حمدون تعرّضه إلى التعذيب بل وذهب التقرير إلى أبعد من ذلك ليؤكّد، في تواطؤ

صريح مع السلطة، بأن نبيل بركات تعرّض إلى حادث مرور أدى إلى وفاته. تزايدت الشكوك حول مصداقية تقارير الطبّ الشرعيّ سنة 2013 على خلفية الوفاة المسترابة لوليد دنقير البالغ من العمر 32 سنة والذي توفي بعد إيقافه من قبل إحدى الفرق الأمنية في أقلّ من ساعة، وقد سجّلت عائلته وجود آثار تعذيب على جثّته، لكنّ تقرير الطبّ الشرعيّ فنّد وفاته بسبب التعذيب وأكدّ أنه توفي نتيجة إفراط في استهلاك مواد مخدّرة. ليس وليد دنقير الوحيد الذي أثارت وفاته الشكوك حول تقارير الطبّ الشرعيّ فالأسماء كثيرة من بينها علي اللواتي.

نقاش بين راضية النصاروي ومنصف حمدون على قناة الحوار التونسي، أكتوبر 2015

تحوم شبهات حول ظروف وملابسات وفاة السجين علي اللواتي يوم 25 سبتمبر 2014، أصيل منطقة حمّام الأنف والبالغ من العمر 27 سنة. التقينا بوالدته زكية والتي أكّدت لنا أنّ ابنها توفي بسبب التعذيب قائلة: "في كلّ مرّة أزور فيها ابني ألاحظ عليه علامات ضرب على وجهه ودائما ما كان يشتكي من سوء المعاملة والعنف الذي يتعرّض له من قبل أعوان الشرطة. اتصلت براضية النصاروي وطلبت منها أن تتدخّل لنقل ابني من السجن المدني ببرج العامري فتقدّمت بشكاية إلى إدارة السجون لكنّ شيئا لم يتغيّر بل بالعكس قاموا بتهديده وضربه أكثر من مرّة". تصمت زكية قليلا وتواصل حديثها: "قضّي ابني ثلاث سنوات في السجن وتوفي قبل انتهاء مدّة حكمه بأيّام قليلة". يكتنف الغموض ظروف وفاة علي اللواتي الذي أكّدت لنا والدته بأنّ جثته كانت تحمل آثار عنف شديد خاصّة على مستوى الجمجمة إلى جانب كسر في الفكّ السفلي والرقبة لكنّ تقرير قسم الطب الشرعيّ بشارل نيكول أفاد بأنّ نتيجة الوفاة كانت بسبب حقنة متعفنة. أصدرت المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب بيانا بتاريخ 30 سبتمبر 2014 حول وفاة علي اللواتي المسترابة طالبت فيه السلطات القضائيّة بفتح تحقيق جديّ وسريع وتتبع كلّ من يثبت تورّطه في وفاة الضحية، لكن الملف حُفظ ولم تقدر زكية على تتبّع القضية بسبب ضعف إمكانياتها المادية.

يتواصل التعذيب داخل السجون ومراكز الإيقاف وتتواصل معها حالات الموت المستراب في ظلّ غياب منظومة قانونية رديّة تحاسب الجلّادين، فالقانون التونسي لا يجرّم التعذيب بهدف العقاب وهذه الثغرة كانت ومازالت منفذا للإفلات من المحاسبة خاصّة مع بقاء شكاوي التعذيب في مستوى البحث الابتدائيّ دون إحالتها إلى قاضي التحقيق ومن بعدها إلى المحكمة.



20-09-2018

shemsfm

وزير العدل: 'منسوب شبهات التعذيب بالسجون التونسية لم يرتفع'

شدد وزير العدل، غازي الجريبي، على أن "منسوب شبهات التعذيب بالسجون التونسية لم يرتفع"، خاصة إزاء ما يظلم به المجتمع المدني من دور في التوثيق ورفع التقارير والشكاوي التي يتم فتح تحقيقات قضائية في شأنها. وقال الجريبي في ذات السياق، إن كل التقارير والملفات التي أحييت على أنظار وزارة العدل، تم فتح بحث إداري أو تحقيق قضائي في شأنها، احتراما لما جاء بالدستور والاتفاقيات الدولية التي أبرمتها الحكومة التونسية في مجال حقوق الإنسان. يذكر أن الوكالة العامة لمحكمة الاستئناف بالمنستير، قد أذنت يوم 31 أوت الفارط، بفتح تحقيق يتعلّق بوجود شبهة تعذيب بالسجن المدني بالمهدية، على إثر رفع فرع الرابطة التونسية لحقوق الإنسان تقريرا يوثق تعرض بعض المساجين لانتهاكات وتعذيب.



20-09-2018

mosaiquefm

وزيرة المرأة: الهواتف الذكية قد تدفع الأطفال إلى الانتحار

أكّدت وزيرة المرأة والأسرة والطفولة نزيهة العبيدي أنّ الهواتف الذكية تمثل خطرا على الأطفال. وأضافت أنّ الهاتف قد يتسبب في دفعهم إلى الانتحار معبرة عن التزام الوزارة بتطبيق قرار منع استعمال الهواتف الذكية بالمؤسسات التربوية ورياض الأطفال والمحاضن المدرسية في كامل تراب الجمهورية.

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>19-09-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghre b</p>	<p>En un mois, plus de 3 injures par heure sont proférées contre les femmes dans les fictions</p> <p>Les femmes dans les fictions tunisiennes et belges, objet d'une étude.</p> <p>Récemment, la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) et le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) belge ont publié une étude intitulée "Place et représentation des femmes dans les fictions".</p> <p>Les feuilletons comme les émissions sont amplement commentés en Tunisie. Les stéréotypes et les violences à l'égard des femmes comme des enfants ont été relevés et décriés. Cette étude confirme-t-elle ce constat? Quelle place occupe les femmes dans le monde de la fiction? Quelles sont les images véhiculées dans les fictions tunisiennes?</p> <p>L'étude, publiée par le journal "Le Temps" mardi, a été faite sur un échantillon de séries à grand succès lors du ramadan 2015, en l'occurrence "Awled Moufida" et "Hikayet Tounissia" sur la chaîne Al Hiwar Ettounsi, "Leilat Echek" diffusé sur la chaîne privée Attassia, "Al Risk" sur la chaîne privée Hannibal TV et "Naouret Lahwa" diffusé sur la chaîne publique Al Wataniya 1. Cet échantillon a été croisé avec huit fictions de la Radio-Télévision Belge Francophone (RTBF) pour obtenir des chiffres surprenants.</p> <p>Au total, 4125 minutes de contenu, soit 68 heures et 45 minutes ont été scrutés. Il en ressort des chiffres accablants.</p> <p>Les femmes travaillant dans les fictions</p> <p>Les hommes constituent l'écrasante majorité dans les métiers de haute technicité (ingénieur de son, DOP, montage, production...): ils sont 100% d'hommes pour le métier des ingénieurs de son, 80% dans la production et le montage.</p> <p>Dans l'acting: les femmes représentent 37% contre 63% des hommes.</p> <p>Les femmes sont plus présentes comme scénaristes (60%). La féminisation de ce métier ne se traduit pas sur les écrans.</p> <p>Les femmes dans les fictions</p> <p>Sur le petit écran, on préfère les femmes jeunes, belles, veuves ou divorcées (donc fragilisées et incapables d'élever correctement ses enfants) et ne souffrant pas du chômage puisqu'elles sont femmes au foyer et se contentent d'y rester pour faire le ménage. Si elles travaillent, elles</p>

sont subordonnées à un homme. Et si par chance, elles sont parvenues à atteindre les hautes sphères, c'est par ruse ou grâce à un héritage. Cela paraît caricatural si ce n'était pas vrai.

- 84% des personnages féminins ont entre 19 ans et 49 ans, 63,89% pour les hommes.

- 24% sont représentées veuves ou divorcés (14% pour les hommes).

- Pour la représentation socio-professionnelle, on est enclin à montrer les femmes sans emplois comme "systématiquement femmes au foyer (12% des personnages principaux et secondaires) pas dans un processus de recherche d'emploi".

"Les métiers de subordination, (secrétariat, accueil...) sont l'apanage des femmes. En revanche, dans la catégorie dirigeants et cadres supérieur les femmes ne représentent que la moitié avec 8% contre 16,67% pour les hommes. Dans la catégorie profession intellectuelle et scientifique les femmes sont nettement en avance avec 20% contre 13,89% pour les hommes. Et quand elles sont arrivées à des fonctions supérieures, à la tête d'une entreprise, par exemple, ce n'est pas grâce à leur labeur et leur persévérance mais via un héritage, des moyens détournés, contrairement aux hommes dont on valorise le succès", note l'étude.

Encore pire, les femmes jouent souvent le rôle de la "méchante": elles font des actes blâmables (40%) contre 13% des hommes. 1/3 d'entre elles sont infidèles. Même si elles sont instruites, elles font souvent preuve d'immoralité.

Le lexique utilisé envers les femmes n'est pas mieux: 3 injures par heure en moyenne sur une période d'un mois seulement, ont été relevées par l'étude.

Si les résultats de cette étude montrent que les fictions reflètent la réalité à bien des égards -il n'y qu'à voir la place des femmes dans les médias, le parlement, les hautes fonctions ou encore les violences envers elles- il faut questionner le rôle des créations dites artistiques dans leur approche de cette réalité et si elles sont en train de la faire perdurer, comme le montre cette étude.







19-09-2018

I.N

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

Les magistrats mécontents suite aux campagnes de dénigrement les visant

Les structures syndicales représentant les magistrats ont dénoncé, dans un communiqué commun daté de ce mercredi 19 septembre 2018, les campagnes de dénigrement qui ont visé plusieurs magistrats ces derniers temps sur les réseaux sociaux. Le Syndicat des magistrats tunisiens (SMT), l'Union des magistrats administratifs (UMA), l'Union des magistrats de la Cour des Comptes (UMCC), l'Association des magistrats tunisiennes et l'Association tunisienne des jeunes magistrats estiment ces atteintes « inacceptables » et « entravant leur travail ». L'ensemble des signataires ont tenu à exprimer leur soutien aux magistrats visés par ces attaques. Ils appellent à la poursuite judiciaire de toute personne impliquée dans ces

	<p>actions. Ils réclament la réunion d'urgence du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) pour prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder le prestige du pouvoir judiciaire et la supériorité de l'Etat de droit.</p>
 <p>19-09-2018 B.H realites</p>	<p>Un transsexuel tunisien arrêté pour « racolage »</p> <p>Les unités sécuritaires relevant du district de la sûreté nationale sur le grand Tunis ont procédé récemment à l'arrestation d'un jeune homme, « un transsexuel », pour racolage sur la voie publique. Selon des sources concordantes, le jeune homme, âgé de 35 ans, a été conduit au poste de police, avant de comparaître devant la justice. Selon la même source, un mandat de dépôt a été émis à son encontre. Il est actuellement détenu dans l'une des prisons de Tunis.</p>
 <p>19-09-2018 shemsfm</p>	<p>Interdiction des Smartphones dans les établissements éducatifs et les jardins d'enfants</p> <p>Le ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des séniors a souligné, mercredi dans un communiqué, son engagement à exécuter la décision judiciaire du tribunal de première instance de Tunis 1 datant du 17 septembre 2018 relative à l'interdiction des smartphones dans les établissements éducatifs, les jardins d'enfants et les garderies scolaires dans l'ensemble du pays. Le ministère a ajouté que cette décision pourrait réduire l'usage abusif des smartphones par les enfants et éviter les dangers de ces outils sur leur développement psychosocial. Dans ce contexte, le communiqué rappelle qu'une campagne de sensibilisation a été lancée pour protéger les enfants des dangers de l'espace virtuel qui influe négativement sur leur santé physique et mentale. A cette occasion, le ministère a réaffirmé son appel à tous les parents pour renforcer la sensibilisation de leurs enfants. A noter que la décision judiciaire concerne uniquement les smartphones et non pas les téléphones ordinaires.</p>
 <p>19-09-2018 mosaïquefm</p>	<p>Les parents d'enfants autistes se plaignent du coût de scolarisation</p> <p>Les parents d'enfants autistes ont fait part de leur souffrance quotidienne, au micro de Mosaïque Fm. En effet, le coût de scolarisation des enfants autistes dans les centres spécialisés est très élevé et touche les 750 dinars par mois. Le ministère des affaires sociales a affirmé la création de centres publics pour ces enfants dans les régions. Veuillez écouter ce reportage de notre collègue Khalil Laamari pour plus de détails .</p>
<p>مقالات باللغة العربية</p>	
 <p>19-09-2017 راشد alchourouk</p>	<p>صفاقس: طفل ينتحر «ليريح والديه من مصاريفه»!</p> <p>قال الناطق الرسمي باسم محاكم صفاقس القاضي مراد التركي أن النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية صفاقس 2 فتحت تحقيقا من أجل الكشف عن ظروف وملابسات وفاة طفل بمعتمدية بئر علي بن خليفة وفق الفصل 61 من مجلة الإجراءات الجزائية حيث رسّمت القضية بمكتب التحقيق الرابع . ومن المعلوم أن طفلا يبلغ من العمر 11 عاما، من معتمدية بئر علي بن خليفة انتحر شنقا بالقرب من منزله في ظروف مسترابة . وقد عثرت عائلة الطفل على رسالة أكد من خلالها الطفل أنه</p>

أقدم على الانتحار ليريح والديه من مصاريفه اليومية ، هذا وتمت إحالة الجثة على المستشفى الجامعي الحبيب بورقيبة بصفاقس لتحديد الأسباب الحقيقية للوفاة.

المغرب
19-09-2018

نورة الهدار

lemaghreb

في ورشة بعنوان «ظروف احتجاز وإيواء الأطفال بين الواقع والقواعد الوطنية والدولية»: مؤسسات إيواء بلا أنظمة داخلية، ثغرات قانونية ودعوة إلى إيجاد عقوبات بديلة للألم السجينة

نظمت الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب ورشة تفكير ونقاش تحت عنوان «ظروف احتجاز وإيواء الأطفال بين الواقع والقواعد الوطنية والدولية» ونظمت

ذلك بالشراكة مع المنظمة العالمية لمناهضة التعذيب، وقد احتضن هذه الورشة أحد النزل بالعاصمة وحضرها ثلثة من ممثلين عن وزارة العدل، رؤساء جمعيات ومؤسسات إيواء بالإضافة إلى قضاة مختصين وخبراء في مجال حماية الطفل، هذه التظاهرة سلطت الضوء على النصوص القانونية في علاقة بالطفل ومدى تطبيقها على أرض الواقع.

من جهتها اعتبرت المنظمة العالمية لمناهضة التعذيب أن موضوع الطفولة وكيفية حماية الطفل مسألة هامة للغاية، هذا وأوضحت ممثلة مكتب تونس لهذه المنظمة باعتبارها شريكا في ورشة التفكير والنقاش بأن الطفل وضعية خاصة ولذلك وجب إعطاء الاهتمام الخاص لمف الطفولة وخاصة الأطفال في أماكن الاحتجاز والإيواء.

«لا بد من استراتيجية شاملة»

أوضح بسام عيشة وهو خبير استشاري لدى الأمم المتحدة والمنظمات الدولية والاقليمية في قضايا حقوق الإنسان في مداخلته التي استهلته بها الورشة بأن «هذه الفئة أي الأطفال تعاني الكثير من الانتهاكات لحقوقها حتى داخل أماكن الرعاية حتى لا نقول أماكن الحرمان من الحرية، فأبي موضوع يتعلق بالطفل يعني هناك حقوق وجبت حمايتها وكفالتها وتطبيقها وحجز الحرية يجب أن يكون الملاذ الأخير»، هذا ودعا عيشة إلى ضرورة ما اسماه «التقييم الدوري لوجود الأطفال بأماكن الاحتجاز والإيواء فتونس كانت سباقة في المصادقة على الاتفاقية الدولية لحقوق الطفل وفي تغيير تشريعاتها ووضع الأسس اللازمة التي تتلاءم مع تلك الاتفاقية ولكن على أرض الواقع هناك العديد من النفاثات لأن روح تلك الاتفاقية في نقطة أساسية وهي مصلحة الطفل الفضلى التي تلخص في الحياة، البقاء والنماء» من جهة أخرى انتقد بسام عيشة وضعية مؤسسات إيواء الأطفال معتبرا أنه لا توجد رؤية واضحة وهناك مؤسسات ليس لديها نظام داخلي ولا مشروع مؤسسة أصلا داعيا إلى ضرورة توفيرها وقال «الطفل لا بد ان يكون محور المؤسسة على جميع المستويات وتحقيق الرفاهة والحماية له وعدم التمييز بين الأطفال، دون أن ننسى تكوين العاملين في المؤسسات على كيفية التعامل مع الطفل وتسخير آليات لمشاركة الطفل في التقييم وذلك من خلال حقه في رفع الشكاوي إذ تعرّض إلى انتهاك، بالتالي فموضوع الرعاية يحلّ في إطار استراتيجية شاملة من اجل عدالة آمنة وصديقة للطفل».

«السجن المنزلي والسوار الالكتروني»

من بين المداخلات التي تضمنها برنامج الورشة تلك المتعلقة بواقع علاقة الطفل بالسجن قدّمتها هاجر الشريف قاضية مستشارة بمحكمة التعقيب، عملت قاضي تنفيذ عقوبات لمدة 6 سنوات بابتدائية منوبة، وقد أشارت إلى غياب فضاءات خاصة بالأطفال في عدد من السجون التونسية وهو ما يضطرّ إدارة المؤسسة السجينة إلى وضع الطفل دون سنّ 18 سنة مع من يكبرونه سنّا وهو ما يكون له تأثير سلبي على الطفل المحتجز لفعل ارتكبه بالإضافة إلى غياب البرامج الخاصة في مثل هذه الوضعية نظرا لاختلاط الفئات العمرية»، هذا وتطرقت الشريف إلى أن الطفل أيضا يمكن أن يجد نفسه وراء القضبان لفعل لم يرتكبه حيث نجده مرافقا لوالدته التي تقضي عقوبة سجنية أو زائر وقالت في هذا الخصوص «لئن وضعت قواعد خاصة بالطفل الزائر وكذلك المرافق لأمه في السجن حيث يتعامل معه الأعوان بطريقة خاصة وبزي مدني إلا أن هناك بعض الثغرات على غرار حرمان الأطفال دون 13 سنة من الزيارات المباشرة لأبائهم الموقوفين في قضايا إرهابية وهذا

ضرب من ضروب التمييز الذي يؤثر على نفسية الطفل، من جهة أخرى وبالرغم من وجود وحدتي عيش للأُم والحوامل بكل من منوبة وسوسة والمعاملات والتشريعات الخاصة ولكن السجن يبقى سجنًا ولا بد من عقوبات بديلة للأُم مثل الحبس المنزلي، السوار الإلكتروني وبرامج خاصة».

قانون الإرهاب تحت المجهر

بيّنت سيدة مبارك عضو الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب ورئيسة لجنة المرأة والطفولة فيها أن هناك 70 حالة تهديد متمثلة في استغلال الطفل في الإجراء المنظم على معنى الفصل 20 من مجلة حماية الطفل وذلك وفق نشرية مندوبية حماية الطفولة لسنة 2017، هذا وأوضحت انه هناك أطفال نجدهم في قضايا ذات صبغة إرهابية سواء كشهود أو ضحايا أو كذلك مشاركين، من جهة أخرى لا توجد معلومات حول الأطفال المحتجزين ولا على كيفية تجنيدهم على غرار المتواجدين في سوريا وليبيا» أما عن قانون مكافحة الإرهاب في علاقة بالطفل فقد قالت مبارك «قانون الإرهاب اعتبر أن استغلال الأطفال في أعمال إرهابية يعتبر ظرف تشديد في العقوبة وهذا جيّد ولكن هذا القانون أعطى الأولوية بالنسبة للطفل إلى العقوبات الجزرية وذلك على حساب العمل التربوي والاجتماعي حيث تتساوى مدة الاحتفاظ بين الطفل وغيره في مثل هذه القضايا، عدم التنصيص صراحة على تسخير محامي مع الطفل بصفة آلية وعدم اختصاص الأعوان الذين يستمعون للأطفال في جرائم الإرهاب».



19-09-2018

shemsfm

وزير العدل: سنحيل مشروع قانون العقوبات البديلة على أنظار الحكومة قبل موفى 2018

أكد غازي الجريبي وزير العدل، على هامش تدشينه المحكمة العقارية ومحكمة الناحية بالمهدية، أن الوزارة ستحيل مشروع العقوبات البديلة على أنظار مجلس الوزراء قبل موفى سنة 2018. وأوضح الجريبي، أن العقوبات البديلة تشمل الخدمة من أجل المصلحة العامة والسوار الإلكتروني، الذي من شأنه أن يخفف من عمليات الاحتفاظ قبل المحاكمة. وأضاف أن إحداث مشروع محكمة الناحية والمحكمة العقارية بالجهة، التي بلغت كلفتها 4.6 مليون دينار، سيرفع عن الأهالي عناء التنقل إلى ولاية المنستير للحصول على الخدمات، علاوة على فض النزاعات العقارية ودفع الاستثمار والتنمية.



19-09-2018

mosaiquefm




كمال الحجام:وزارة التربية تتدخل في المحتوى البيداغوجي للمؤسسات الخاصة

أكد مدير عام المرحلة الابتدائية كمال الحجام أن وزارة التربية تتدخل في المحتوى البيداغوجي للمؤسسات الخاصة وتراقب مدى استجابتها للشروط.. وأشار الحجام إلى أن هناك عدة قرارات غلق وسحب رخص للمخالفين مؤكدا في الوقت نفسه خلال مؤتمر صحفي بالعاصمة عمل الوزارة على إصلاح التعليم العمومي لتحسين الجودة والخدمات المقدمة للتلميذ.

Le 18-09-2018

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 18-09-2018 huffpostmaghre b</p>	<p>Bientôt des “écoles coraniques pilotes” dans les gouvernorats des zones frontalières</p> <p>Ce projet verra le jour très prochainement et l'État se charge de la construction de ces écoles</p> <p>Le ministre des Affaires religieuses, Ahmed Adhoum, a indiqué, jeudi, que son département œuvre à mettre en place un nouveau projet qui consiste à créer des “écoles coraniques pilotes” dans les gouvernorats frontaliers, zones qui souffrent du fléau du terrorisme.</p>

	<p>Ce projet verra le jour très prochainement et l'État se charge de la construction de ces écoles, a-t-il ajouté dans une déclaration accordée en marge d'une conférence de presse consacrée à la présentation de la stratégie multisectorielle pour le développement précoce de l'enfant 2017/2021. Il a noté que quelques 50 mille enfants sont, aujourd'hui, inscrits dans environ 1700 écoles coraniques en Tunisie. Les cours sont dispensés par des "meddebs" (maître) des écoles coraniques, nommés par le ministère des Affaires religieuses. La majorité d'entre eux sont diplômés du supérieur. Il a, en outre, indiqué que le ministère a consacré une enveloppe de 300 mille dinars pour doter les écoles coraniques en matériel pour activités manuelles et travaux de loisir.</p>
 <p>18-09-2018 B.H realites</p>	<p>Djerba: démantèlement d'un réseau de prostitution et de trafic de drogues</p> <p>Les unités sécuritaires relevant du poste de la police judiciaire dans le district de la sûreté nationale à Djerba ont procédé dans la soirée du lundi à mardi derniers au démantèlement d'un réseau de trafic de drogue et de prostitution illégale actif dans la région. 16 personnes dont 4 jeunes filles et 5 dealers âgés entre 20 et 30 ans ont été arrêtés suite à une descente sécuritaire effectuée dans une résidence. Une importante quantité de cannabis et 300 pilules de drogue ont été saisies. Après consultation du ministère public il a été ordonné de les maintenir tous en état de détention en attendant leur comparution devant la justice.</p>
 <p>18-09-2018 shemsfm</p>	<p>Alger s'engage à accueillir tous ses ressortissants clandestins en Allemagne</p> <p>Les autorités algériennes et leurs homologues allemandes ont trouvé un accord pour le rapatriement de quelque 40.000 migrants algériens se trouvant en situation irrégulière en Allemagne, a annoncé la chancelière allemande Angela Merkel lundi. "L'Algérie accueillera tous ses ressortissants en situation irrégulière en Allemagne, quel que soit leur nombre", a assuré pour sa part le premier ministre Algérien Ahmed Ouyahia, à l'occasion de la visite officielle de la chancelière Angela Merkel. « Je vous confirme que l'Algérie récupérera ses enfants, qu'il s'agisse de 3 000 ou de 5 000 » Algériens, sous réserve de pouvoir procéder à une « identification » de leur nationalité, a affirmé Ouyahia lors d'une conférence de presse conjointe à Alger avec Merkel.</p>
 <p>18-09-2018 mosaiquefm</p>	<p>Accès à l'information: lancement du site informini.org</p> <p>Disponible à l'adresse www.informini.org, une plateforme en ligne a été lancée mercredi par l'Association tunisienne des contrôleurs publics (ATCP) pour favoriser l'accès des citoyens à l'information. Développé par l'Association en collaboration avec le corps des volontaires des services financiers (FSVCI), ce projet répond aux dispositions de la loi organique n° 2016-22 relative au droit d'accès à l'information, a-t-il souligné lors de la présentation de cette plateforme électronique. " Première du genre en Tunisie, cette plateforme va permettre aux citoyens d'adresser des demandes d'accès à l'information aux structures concernées par</p>

message électronique et d'en assurer le suivi ", a expliqué Charfeddine Yaâkoubi, membre du Comité directeur de l'Association. " La plateforme donne accès direct à 400 adresses électroniques des différentes structures publiques concernées par l'accès à l'information ", a-t-il poursuivi, faisant remarquer qu' " elle va permettre de gagner du temps, de faciliter l'envoi des demandes et d'en garantir la réception par l'administration concernée ". L'administration est tenue à appliquer l'article n°9 de la loi organique n° 2016-22 relative au droit d'accès à l'information et qui stipule que " toute personne physique ou morale peut présenter une demande écrite d'accès à l'information conformément à un modèle préétabli, mis à la disposition du public par l'organisme concerné ou sur papier libre contenant les mentions obligatoires prévues aux articles 10 et 12 de la présente loi. Le chargé d'accès à l'information est tenu de fournir l'assistance nécessaire au demandeur d'accès à l'information, dans le cas d'handicape ou d'incapacité de lecture ou d'écriture ou encore lorsque le demandeur serait atteint d'une incapacité auditive ou visuelle. Le dépôt de la demande se fait, soit directement auprès de l'organisme concerné contre la délivrance obligatoire d'un récépissé, soit par lettre recommandée ou par fax ou par courrier électronique avec accusé de réception ". Selon Yaâkoubi, la plateforme permet aussi aux demandeurs d'accès à l'information de prendre connaissance des réponses des administrations au sujet des rapports de contrôle, du budget de l'Etat, des ministères, ou de la liste des projets demandés par un citoyen. Lancé en stade expérimental pendant un mois et demi, la plateforme a permis l'inscription de 60 citoyens, l'envoi d'environ 50 demandes d'accès à l'information et la réponse à environ 20 demandes, a-t-il tenu à préciser. " Au cas où il ne recevrait pas une suite favorable dans les délais impartis, le demandeur d'accès à l'information pourrait porter plainte ", a-t-il souligné, faisant remarquer que l'Association tunisienne des contrôleurs publics va accompagner le plaignant et lui apporter l'assistance nécessaire pour garantir son droit d'accès à l'information.

مقالات باللغة العربية



18-09-2017

[alchourouk](http://alchourouk.com)

بخصوص الاعتداءات على القضاة على شبكة الفايبروك: جمعية القضاة تدعو النيابة العمومية للتحرك

قال المكتب التنفيذي لجمعية القضاة التونسيين في بيان له اليوم انه و متابعة منه لتواتر المنشورات المستهدفة لعديد القضاة والقاضيات إسميا وذلك على عدد من الصفحات المشبوهة عبر شبكات التواصل الاجتماعي والتي تحولت إلى حملات ممنهجة تطال بشكل لا أخلاقي وخطير أشخاص القضاة بهتك الأعراض والتشويه والتجريح وحتى تهديدهم في حياتهم وفي سلامة عائلاتهم المادية والمعنوية فإنه :

أولا : يندد بهذه الحملات الممنهجة التي تقودها أطراف مشبوهة في كنف الإفلات التام من المحاسبة .

ثانيا : يؤكد على أن الحملات المذكورة لا علاقة لها بحرية التعبير والنشر والنقد الموضوعي للمؤسسة القضائية لما بلغته تلك الحملات من انحطاط أخلاقي ومن خطورة على أشخاص القضاة وعلى المؤسسة القضائية ومن مساس بالاحترام الواجب للسلطة القضائية وبالثقة العامة في القضاء .

ثالثا : يشدد على أنه لا يمكن أن تبقى الأطراف المنخرطة في هذه الحملات مجهولة وأن يعجز القضاء عن كشفها وعن التصدي لها في مشهد من الفوضى العارمة المنذر باستفحال هذه الممارسات المافيوزية .

رابعا : يدعو النيابة العمومية للتحرك والقيام بدورها في التتبع واتخاذ كل الإجراءات التي تقتضيها الأبحاث على المستوى المحلي والدولي .

خامسا : يؤكد عزمه التقدم بعريضة للجهات القضائية المختصة بمباشرة الأبحاث والتتبعات اللازمة للوقوف على حقيقة من يقف وراء تلك الأفعال المشينة ومحاسبة كل من ثبت تورطه فيها وأنه سيتابع سير التتبعات الجزائية وتقدمها بالجدية اللازمة

سادسا : يدعو القضاة المتضررين من هذه الحملات إلى رفع شكايات إلى النيابة العمومية وإلى متابعتها وعدم التخلي عنها مهما كانت مواقع مرتكبي هذه الجرائم وارتباطاتهم .

الحامة: "السينما في حومتنا"، رهان القضاء العام في ظل غياب القاعات

nawaat

18-09-2018

nawaat

اتجهت أنشطة مهرجان "السينما في حومتنا" يوم الجمعة 14 سبتمبر 2018 إلى مدينة الحامة التابعة لولاية قابس، وقد شهدت التظاهرة عرضا لأفلام تونسية موجهة للطفل على غرار فيلم "صباط العيد" لأنيس لسود و"بوبي" لمهدي البرصاوي. وتهدف أنشطة "السينما في حومتنا" إلى خلق دينامية ثقافية في المناطق الداخلية المهمشة، من خلال تقديم عروض سينمائية في الساحات العامة، ذات مضمون ثقافي بديل.

يقاف إمام من أجل 'الإشادة بتنظيم إرهابي'.. وزارة الشؤون الدينية توضح



18-09-2018

shemsfm

ردت وزارة الشؤون الدينية على الخبر المتداول في الإعلام والذي يفيد بـ"إحالة إمام جامع بمنطقة رأس الجبل على أنظار النيابة العمومية بالقطب القضائي لمكافحة الإرهاب، من أجل الإشادة بتنظيم إرهابي". وأوضحت الوزارة في بيان أصدرته اليوم الثلاثاء 18 سبتمبر 2018، أن "الإمام المحال على أنظار النيابة العمومية، ليس له أي علاقة بالإطارات الدينية ولا ينتمي للوزارة".

تقرير اللجنة التونسية للحريات الفردية والمساواة: أو عندما يصبح للمفاهيم معنى

ق.المفكرة القانونية

18-09-2018

د. وحيد الفرشيشي

egal-agenda

بصدور دستور 27 جانفي 2014، تعززت الحقوق والحريات مقارنة بدستور الأول من جوان 1959 وكان من أبرز إسهاماته، تأكيده بصفة واضحة على "الحريات الفردية" من ناحية وإقراره بجملة هامة من الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية.

فالدستور استعمل عبارة الحريات الفردية وجعل منها مفهوما قائما بذاته بما أنه ميّزها عن الحريات العامة (الفصل 21). كما كرّس صراحة مفهوم الحياة الخاصة (الفصل 24) وحرية الضمير والمعتقد (الفصل 6) ومنع دعوات التكفير والتحريض على الكراهية (الفصل 6)، وأكدّ على كرامة الذات البشرية (الفصل 23) ونصّ على المساواة من غير تمييز (الفصل 21) ومفهوم الآداب العامة (الفصل 49) ومبدأ الضرورة والتناسب في دولة مدنية ديمقراطية (الفصل 49) وحماية المقدّسات (الفصل 6). كل هذه المفاهيم والتي تمّ تضمينها صلب منظومة حقوق الإنسان بصفة تدريجية وتمّ إثراء مضمونها عن طريق الهيئات الأممية والإقليمية لحقوق الإنسان يتوجب إنفاذها وذلك بإعطائها المدلول المناسب الذي سيمكن الجميع من فهمها والإمام بها وتطبيقها.

فدولة القانون لا تقوم إلا على نصوص قانونية واضحة في متناول المواطن تسمح للأفراد بفهم مقتضياتها وتحديد تصرفاتهم على أساسها وألا تترك سلطة تقديرية مطلقة للأشخاص المكلفين بتطبيقها حتى لا يتمّ تقييد الحقوق والحريات بصفة غير مبرّرة. وهو ما ذهب إليه اللجنة الأممية لحقوق الإنسان بشأن حرية التعبير سنة 2011 [1] وكذلك فقه قضاء المحكمة

الأوروبية لحقوق الإنسان[2]. هذا الهاجس كان حاضرا بوضوح لدى واضعي تقرير لجنة الحريات الفردية والمساواة، وفي مقترحات النصوص القانونية التي تقدمت بها. هذا التوجه الذي لا يخلو من طابع بيداغوجي من شأنه أن يوضح المفاهيم الدستورية وأن يقدم قراءة وطرحا تطبيقيين لها.

في مفهوم الحريات الفردية وكيف نستبطنها:

عرفت اللجنة الحريات الفردية بكونها: "الحقوق والحريات التي تهدف إلى حماية الفرد بصفته تلك أو التي لا يحتاج في ممارستها إلى مشاركة غيره" (الفصل الأول من مقترح مشروع مجلة الحريات الفردية). هذا التعريف يقطع مع التعريف السلبي للحريات الفردية والتي يقدمها دائما على أنها نقيض للحريات الجماعية/العامة، وهي مسألة غير دقيقة. ولذا كان تعريف اللجنة للحريات الفردية مؤسسا على معيارين: حماية الفرد من ناحية كهدف لهذه الحريات وطريقة ممارستها من ناحية أخرى حيث لا تشترط هذه الحريات عند ممارستها مشاركة الغير.

هذا التمشي البيداغوجي الأكاديمي في تقديم الحقوق والحريات يبدو مفيدا في هذه المرحلة من التاريخ الحقوقي في تونس وذلك لسببين:

الأول، تركيز مفهوم الفرد كصاحب حقوق يجب بصفته تلك حمايته من تدخل المجموعة وسيطرتها عليه وتغيب إرادته واختياره الحر وهو ما سيمكن من إرساء ثقافة الفضاء الخاص والرأي الحر النقدي والتنوع والاختلاف وينمي الوعي لدى الفرد بهذه الحقوق،

الثاني، وضع نظام قانوني متميز للحريات الفردية، مما يساهم في تركيز فقه قضاء خاص بهذه الحريات كصنف من الأصناف القانونية التي يتوجب حمايتها وتأكيدا بوصفها جزءاً لا يتجزأ من حقوق الإنسان.

في مفهوم التمييز ومكوناته:

تعرض الدستور التونسي للتمييز عند تناوله لمسألة المساواة فقد أكد الفصل 21 منه: "المواطنون والمواطنات متساوون في الحقوق والواجبات وهم سواء أمام القانون من غير تمييز".

هذا الإقرار بالمساواة لم يوضح أوجه التمييز، وهو تمسّ إيجابي لأنه لم يحصر أنواع التمييز في النص الدستوري بل ترك ذلك للقانون لاحقا ولفقه القضاء بأنواعه: الدستوري، العدلي والإداري، مما سيمكن من التوسع في أنماط التمييز وأشكاله.

وفي هذا الصدد، كان مشروع المجلة الذي عدّد أشكال التمييز وأعطى بذلك محتوى لهذا المفهوم الذي كرسه الدستور.

وقد ورد بالفصل 4 من مشروع المجلة أنه "يحجر التمييز بين المرأة والرجل في الاعتراف بالحقوق والحريات الفردية والتمتع بها وممارستها.

ويحجر التمييز بسبب الإعاقة في الاعتراف بالحقوق والحريات الفردية والتمتع بها وممارستها.

كما يحجر كل تمييز آخر في الحقوق والحريات الفردية سواء بسبب العرق، أو اللون، أو المظهر الخارجي، أو السن، أو الحالة الصحية، أو التوجهات الجنسية أو حالة الحمل، أو اللغة، أو الدين، أو الرأي السياسي أو غير السياسي، أو النشاط النقابي، أو الأصل القومي أو الاجتماعي، أو مكان الإقامة، أو الثروة، أو النسب، أو الحالة المدنية أو غير ذلك من الأسباب".

ومن خلال هذه القائمة غير الحصرية، نلاحظ التوسع في أشكال التمييز لتشمل ما توصلت إليه أدبيات حقوق الإنسان وفقه اللجان الأممية والإقليمية لحقوق الإنسان وفقه قضاء محاكم حقوق الإنسان وخاصة المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان والمحكمة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب.

من شأن هذا التمشي من قبل اللجنة أن يمتثل إطارا شاملا لمفهوم التمييز ويتجاوز بذلك النقائص الحالية في التشريعات التونسية التي لا تحتوي على نص جامع وشامل يمنع التمييز في شتى المجالات بل إن التشريعات التي تمنع التمييز تبقى قطاعية: قانون الوظيفة العمومية[3] والقانون الأساسي المتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة[4].

و هنا تكمن أهمية مشروع مجلة الحريات الفردية التي تعرف التمييز تعريفا شاملا يسرى على كافة الأشخاص بما في ذلك غير التونسيين وعلى جميع المجالات إلى جانب أنه أول نص شامل يقترح تجريم التمييز ويعطي بذلك معنى لمنع التمييز الوارد في الفصل 21 من الدستور.

في توضيح معنى كرامة الذات البشرية:

لقد جعل دستور 2014 من الكرامة مكونا من مكونات شعار الجمهورية حيث أضاف الكرامة إلى الحرية والعدالة والنظام (الفصل 4). ثم أكد في الفصل 22 على أنه: "تحمي الدولة كرامة الذات البشرية وحرمة الجسد وتمنع التعذيب المعنوي و المادي ...".

وقد حاولت لجنة الحريات الفردية والمساواة أن تعطي محتوى لهذا المفهوم وذلك بتقديم تعريف للكرامة وبالتوسع في مكوناتها حتى لا تبقى مرتبطة بالتعذيب والانتهاكات الجسدية والمعنوية.

في تعريف الكرامة: يعرف الفصل 20 من مشروع المجلة الكرامة على أنها: "الاحترام غير المشروط الواجب له بغض النظر عن كل اعتبار متعلق بجنسه ... وهي تعني على وجه الخصوص ألا يتم التعامل مع أي إنسان كشيء أو كوسيلة".

يركز هذا التعريف على مسألتين: احترام الإنسان غير المشروط وعدم التعامل معه كوسيلة أو كشيء. وهو ما يؤسس فعلا للفرد كصاحب حقوق وصاحب وضع قانوني متفرد.

في أوجه حماية الكرامة الإنسانية: إلى جانب المكونات المتعارف عليها في الحرمة الجسدية والمعنوية: منع التعذيب والممارسات المهينة والحاطة من الكرامة ومنع انتهاك شرف الإنسان وسمعته[5]، فإن المشروع أكد على جوانب أساسية وتطبيقية لم يتعرض لها القانون المنطبق الآن وتتسبب في انتهاكات عديدة لحقوق الأفراد وكرامتهم. وهي أساسا الفحوصات ووسائل الإثبات وطرق العلاج.

تأطير الإجراءات والتدخلات الطبية أو الوقائية أو التشخيصية أو العلاجية: إن تأكيد اللجنة في مشروعها على هذه المسائل[6] يكتسي أهمية بالغة وذلك بتأطير الإجراءات ذات العلاقة بالحرمة الجسدية للفرد. ومن أهم الضوابط التي أقرتها اللجنة هو رضا الشخص المعني بذلك. وبينت أحكام مشروع المجلة أنه يقصد برضا الفرد قبوله المسبق الحر، الواعي استنادا إلى معلومات وافية (الفصل 30).

ويتأكد هذا التوجه مع الإقرار بحق الفرد في أن يقبل أو يرفض إخضاعه لوسائل علاجية معينة (الفصل 32) ويمكن للراشد أن يوصي بذلك كتابيا في حالة عدم قدرته على أخذ القرار.

هذا التنصيص الذي من شأنه أن يحفظ كرامة الفرد وحقه في أن يصون حرمة الجسدية والمعنوية من أي وضع قد تكون فيه إهانة أو انتقاص من كرامته توقف عند هذا الحد ولم تمض اللجنة إلى أبعد من ذلك في اقتراحاتها المتعلقة بحماية كرامة الأشخاص وخاصة في إطار العلاج والاستشفاء. فاللجنة لم تخض تماما في مسألة "الحق في الموت الرحيم" والذي من شأنه أن يحفظ أيضا كرامة الأشخاص وحرمتهم.

بل إن اللجنة قد خاضت مباشرة في مسألة الدعوة إلى الانتحار والتحرير والمساعدة عليه (إلغاء الفصل 206 من المجلة الجزائية وتعويضه وإتمامه بالفصل 206 مكرّر)، من دون أن تذهب إلى فتح الباب أمام مناقشة مسألة "الموت بكرامة".

في تأكيد مكونات الحياة الخاصة:

بإقرار الدستور بواجب الدولة في حماية الحياة الخاصة (الفصل 24)، أصبح لدينا حكم دستوري يتوجب تفصيله وتوضيحه ليكون له معنى بالنسبة للمواطنين والمشرّفين على إنفاذ القانون.

فبالرغم من وجود عديد الفصول القانونية التي تحمي جوانب من الحياة الخاصة (حماية المسكن وحماية المعطيات الشخصية عند المعالجة) ، فإن القانون التونسي بقي مفتقرا إلى فصل/حكم جامع واضح يؤكد على حماية الفرد في حياته الخاصة وذلك بالرغم من أن مجلة حماية الطفل كانت أقرت منذ صدورها في 9 نوفمبر 1995 "بحق الطفل في احترام حياته الخاصة"(الفصل 6).

في تحديد مكونات الحياة الخاصة: بتذكرها لمجموعة من مكونات الحياة الخاصة أعطت اللجنة أخيرا معنى لهذا المفهوم مؤكدة على مكوناته وخاصة "مظهر الشخص، الحياة العاطفية والجنسية والعائلية والاجتماعية، السلوك والمحادثات في مكان خاص، المحادثات غير الموجهة للعموم..."[7]. هذا التقديم لمكونات الحياة الخاصة يؤكد على الخصوصيات الفردية لكل إنسان والتي لا يرغب في مقاسمتها إلا برضاه ومع أشخاص من اختياره.

تأثير إقرار مكونات الحياة الخاصة على القانون المنطبق: بقبول مفهوم الحياة الخاصة كما أقرته اللجنة في مشروع المجلة، تماشيا مع توجهات لجان حقوق الإنسان الأممية والإقليمية ومع فقه قضاء المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان والمحكمة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب، فإن عديد الأحكام القانونية التي تحتويها النصوص الجزائية تصبح غير مبررة.

ولذا ألغى مشروع المجلة الفصل 230 من المجلة الجزائية (الذي يعاقب اللواط والسحاق بثلاث سنوات سجنا)، استنادا إلى أن ذلك من الأفعال المنضوية في حرمة الحياة الخاصة.

كما لا يمكن عندئذ مواصلة العمل بأحكام الفصل 231 والمتعلق "ببيع العرض" ويتوجب تنقيحها حتى تتوافق مع مفهوم الحياة الخاصة وحمايتها، وبيان الحدود التي يتوقف عندها التدخل القانوني في العلاقات الحميمة والجنسية للأفراد. ولذا اقترحت اللجنة تغيير العقوبات المقررة في جرائم تجارة الجنس من عقوبات سالبة للحرية إلى خطايا فقط.

تقديم حلول لاحترام الآداب العامة:

ينصّ الفصل 49 من الدستور على أنه يمكن تقييد الحقوق والحريات بقوانين تتخذ لضرورة تقتضيها دولة المدنية الديمقراطية وذلك لحماية الآداب العامة... شرط عدم المساس بجوهر الحق والتناسب بين الضوابط وموجباتها...". ولذا وبإقرار الحق في الحياة الخاصة وحماية خصوصية الفرد وحياته الفردية، يتوجب إعطاء مدلول "للآداب العامة" حتى تتوضّح مكوناتها ويكون استعمالها لتقييد الحقوق والحريات واضحا، ومنسجما مع مبدأ الشرعية في تجريم الأفعال.

ولذا عمدت اللجنة في مشروع المجلة إلى تنقية المجلة الجزائية من مصطلحات فضفاضة وخطيرة على الحقوق والحريات.

فكان أن حذفت اللجنة عبارات الفصول 226 وما يليها والتي تخالف تماما مبدأ الشرعية وهي عبارات الفحش، الأخلاق الحميدة، الحياء، الفجور... وأعطت معنى واضحا للاعتداء على الآداب. هذا التوضيح من شأنه أن يحسم الجدل حول مفهوم الأخلاق والفحش والحياء ويجعله فعلا واضحا يتعلّق ماديا بالفعل الجنسي أو بالأماكن الحميمة ويتعلّق بالرغبة (القصد، العنصر المعنوي) في الإيذاء (القصد، العنصر المعنوي) أي التعمد وليس الفعل عن طريق الصدفة... هذا التوجه من شأنه على المستوى القانوني، التوافق مع مبدأ شرعية الجرائم وعلى مستوى الحريات، حماية الحياة الخاصة والاختيارات الفردية ومنح الأفراد الإحساس بالأمان وهو ما يجب أن ينعكس أيضا على مستوى تناسب العقوبات المقررة لهذه الأفعال. ولذلك حملت اللجنة من عقاب الاعتداء على الآداب العامة غرامة مالية فقط.

هذا التوجه الذي ارتأته لجنة الحريات الفردية والمساواة جاء متوافقا مع دستور 2014 والذي أكد على أن التصديق من الحريات لا يكون إلا في إطار دولة ديمقراطية مدنية، وحيث أنه من مقومات الآداب العامة في هذه الدول هو أن تكون متعدّدة نسبية وقد أكّدت ذلك اللجنة الأممية لحقوق الإنسان والتي أقرت بأنه لا يمكن ضبط الآداب العامة بتصور أحادي ووحيد.

توضيح مكونات حرية الضمير والمعتقد وممارسة الشعائر:

أقر الفصل 6 من الدستور أن "الدولة راعية للدين كافة لحرية المعتقد والضمير وممارسة الشعائر الدينية ضامنة لحياة المساجد ودور العبادة عن التوظيف الحزبين.

تلتزم الدولة بنشر قيم الاعتدال والتسامح وبحماية المقدسات ومنع النيل منها، كما تلتزم بمنع دعوات التكفير والتحريض على الكراهية والعنف وبالتصدي لها".

في محتوى حرية الضمير والمعتقد: عرفت مجلة الحريات الفردية حرية الضمير والمعتقد على أنها: "حرية الإنسان في أن يدين بدين ما أو أن لا يدين، وحرية في اعتناق أي دين أو معتقد يختاره، وحرية في إظهار دينه أو معتقده بالتعبد وإقامة الشعائر والممارسة والتعليم، بمفرده أو مع جماعة، وأمام الملأ أو على حدة"[8].

هذا التعريف يتوافق مع ما نص عليه كل من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان (الفصل 18) وكذلك الفصل 18 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية لسنة 1966، وبذلك يصبح لحرية الضمير والمعتقد معنى يمكن الأفراد والمجموعات أيضا من الإحساس بالأمان على أنفسهم مهما اختلفت آراءهم ومعتقداتهم وممارساتهم الدينية أو اللادينية.

ونكتسي حرية الضمير والمعتقد أهمية بالغة في الدول التي توجد فيها ديانة مهيمنة، كما هو الوضع في تونس، حيث يمكن في إطار هذه الدول إفراغ حرية الضمير والمعتقد من محتواها ومن جوهرها. ولذا أقرت لجنة حقوق الإنسان بالأمم المتحدة بأن الاعتراف بديانة ما باعتبارها دين الدولة أو الدين الرسمي أو التقليدي أو باعتبار أن أتباعها يشكلون أغلبية السكان يجب ألا يؤدي إلى تمييز ضد أتباع الديانات الأخرى والأشخاص غير المؤمنين"[9].

وينطبق هذا التعليق تماما على الوضع التونسي بوجود دين للدولة مكرّس دستوريا (الفصل 1). كما جاء إقرار الدستور (الفصل 6) بحرية الضمير والمعتقد ليحدّ منه وكان اقتراح الفصل 50 من مشروع مجلة الحريات الفردية تطبيقا مفصلا له. ممّا من شأنه أن يحدّ من فكرة هيمنة الدين الرسمي أو دين الأغلبية على غيره من الأديان من ناحية وعلى حق كل فرد في اعتناق أو عدم اعتناق دين ما أو فكر ما أو عقيدة ما دينية كانت أو الحادية.

- في مفهوم التكفير وحماية المقدسات: يلزم الفصل 6 من الدستور الدولة بـ"منع دعوات التكفير والتحريض على الكراهية والعنف والتصدي لها". هذا الإقرار الدستوري يلزم بتحديد مفهوم التكفير لتكون له انعكاسات قانونية وجزائية على الأفراد أو المجموعات التي تمارسه وتنتهجه.

فكان اقتراح اللجنة بإضافة الفصل 166 مكرّر إلى المجلة الجزائية والذي سيعاقب "بخطية قدرها ألف دينار كل من يدعي على شخص أو على مجموعة أشخاص أمرا يخص انتماءهم إلى دين معيّن أو عدم انتمائهم إليه... وذلك بقصد الإساءة إليهم أو للتحريض على عدم التسامح أو الكراهية أو العنف أو التمييز مهما كان سببه.

وإذا تعلق الادعاء بشخص متوفى، فإن إثارة التتبع تتوقف على تقديم شكاية ممن له صفة".

فالتكفير يعتمد أساسا على توجيه ادعاء على أشخاص تكون الغاية منه الإساءة إليهم والتحريض ضدهم. هذا المحتوى والذي يعطي معنى "للحكم الدستوري بمنع دعوات التكفير يجب ألا يصطدم أيضا بحريات أخرى أساسية وهي حرية التعبير من

ناحية والحريات الأكاديمية وحرية البحث العلمي من ناحية أخرى، ولذا كان اقتراح اللجنة صلب مشروع المجلة أن يكون القصد من الادعاء بالإساءة أو التحريض.

وبالرجوع إلى مشروع مجلة الحريات الفردية نلاحظ بأن اللجنة اقترحت إضافة الفصل 166 ثالثاً إلى المجلة الجزائرية ومنطوقه: "يعاقب بخطية قدرها ألفا دينار من يعمد إلى تحقير ديانة الغير في معتقداتها أو رموزها أو شعائرها أو مبانيها أو مواقعها بغاية التحريض على العنف أو الكراهية أو التمييز مهما كان شكله".

إلا أن تجريم الاعتداء على المقدسات اعتمد عبارة غير واضحة وهي "التحقير" كفعل مادي يؤدي إلى المؤاخذة الجزائرية إلى جانب العنصر المعنوي (القصد الجزائي) أي التحريض.

فعبارة التحقير غير دقيقة ومن شأنها عدم التقيد بصرامة بمبدأ الشرعية في التجريم. وهو ما يذكر بمفهوم ازدياء الأديان الذي أدى لفترة طويلة إلى إدانة كل حوار بين أتباع الديانات المختلفة وداخل نفس الدين أو المعتقد وهو ما أدى إلى إدانة التفكير النقدي.

ولذا كان من الأفضل تدقيق معنى الاعتداء على المقدسات حتى يتم تجنّب كل المؤاخذات غير الجدية أو التي تهدف إلى اضطهاد الأشخاص المختلفين واللامنطيين.

Le 17-09-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>17-09-2018</p> <p>Abdelwahab Elalem Journaliste et activiste libyen. Il a publié de nombreux essais et rapports sur les droits humains et culturels en Libye.</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>“Soupçonné d’être gay” : Le destin de la communauté LGBTQ+ en Libye</p> <p>J’ai été enlevé par une milice. Et voilà maintenant un an que j’ai été libéré de leur prison. “Soupçonné d’être gay” était une parmi plusieurs accusations.</p> <p>Parler de la communauté LGBTQ+ en Libye relève du crime. Ce n’est même pas considéré comme un “concept occidentalisé pour les privilégiés”. Non, c’est un crime à éradiquer, comme l’est le meurtre, par exemple. Il est impossible, en Libye, de vivre son homosexualité ouvertement. Dans cet article, je voudrais discuter de cette possibilité et des obstacles qui lui font face. Dans les médias, il est rare d’entendre parler d’attaques contre la communauté LGBTQ+. Pourtant, des activistes organisent quotidiennement des campagnes contre le kidnapping et la torture de personnes gays et des lesbiennes. Seuls les activistes, défenseurs des droits humains, savent ce qui se passe et connaissent les horreurs commises à l’encontre des personnes en captivité. La société, elle, préfère cacher ces horreurs. J’en sais quelque chose. J’ai été enlevé par une milice. Et voilà maintenant un an que j’ai été libéré de leur prison. “Soupçonné d’être gay” était une parmi plusieurs accusations. J’étais choqué, car je sais ce qui arrive aux gays qui tombent entre les mains de milices, qui continuent à contrôler le pays depuis 2011. J’ai été abusé et torturé. Les athées et les homosexuels sont battus. Ils me soupçonnaient mais n’avaient aucune preuve, on peut dire que cela m’a aidé!</p>

Quand ils m'ont relâché, j'ai repensé à tous ces activistes et ces journalistes, qui comme moi, ont disparu, accusés d'homosexualité. On ne sait toujours pas où ils se trouvent.

En tant que Libyen, je réalise que la cause de l'homophobie est l'ignorance. La majorité de la population ignore la signification de ce qu'on appelle LGBTQ+. Dans ce cas, l'ignorance est l'essence qui alimente la campagne de persécution, pour intimider tous ceux qui essayent d'en apprendre plus sur le sujet.

Cette ignorance fait que les droits des LGBTQ+ sont perçus comme "un privilège occidentalisé". Ils sont banalisés même au sein de la société civile. Les gens ont peur de la honte qui s'en suivrait, ils se forcent alors de fermer les yeux sur les horreurs qui se jouent en arrière plan.

Une source proche des milices a déclaré que plus de 30 hommes et femmes sont détenus, dans les prisons de Tripoli seulement, pour homosexualité, sans compter les autres cités et les petits villages. Cette même source a affirmé qu'ils sont sujets à, ce qu'ils appellent, une thérapie pour "chasser l'homosexualité". Une procédure compliquée qui peut prendre des mois, voire des années, et qui consiste en des enseignements religieux et de suivi du comportement des victimes.

Le manque d'informations à ce sujet n'aide pas. Le reste du monde ne se doute pas de la misère que les hommes et les femmes, accusés d'homosexualité en Libye, sont forcés d'endurer.

À l'heure où la communauté LGBTQ+ est délaissée face à son sort, les milices gagnent du terrain, renforcés par la guerre civile qui ôte toute chance de parler des droits humains en Libye aujourd'hui.



16-09-2018

S.H

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

Nadia Zangar : Ma tenue était une sorte de provocation !

La députée Al Horra, Nadia Zangar est revenue, ce dimanche 16 septembre 2018, sur la vague de critiques qu'elle a subie à cause de sa tenue, assurant que son choix était une sorte de provocation pour ceux qui l'ont, précédemment, critiquée parmi les députés d'Ennahdha. "J'étais l'unique députée présente avec le ministre de l'Education lors de sa visite. Je lui ai fait part des problématiques de la région. Quant à ma tenue, je trouve qu'elle est respectueuse et s'adapte à une visite de terrain. Je suis libre dans mes choix. Ceux qui veulent critiquer, n'ont qu'à critiquer mon travail", a-t-elle dit. Il y a 3 jours, la députée avait affirmé que certains députés d'Ennahdha auraient été agacés par sa tenue vestimentaire dénudée à leur goût. Sa dernière apparition aux côtés du ministre de l'Education, Hatem Ben Salem, lui a valu une vague de critiques et de moqueries à cause de sa robe à étoiles, son sac de plage et ses mules jugées par certains internautes "inappropriées" pour une visite officielle.

17-09-2018

[realites](#)**Avenue Bourguiba : Plus de fils barbelés ni de soldats, mais les trottoirs toujours occupés par les sécuritaires**

La capitale respire enfin, plus précisément, c'est le trottoir devant le siège de l'ambassade de France sur l'avenue Habib Bourguiba au centre-ville de Tunis qui respire un air nouveau.

Les barbelés et les unités militaires qui étaient installés devant l'ambassade ont été retirés ce lundi 17 septembre 2018.

Une très bonne nouvelle qui rendra heureux plus d'un surtout qu'après la révolution et avec l'installation de ses files barbelés, les passants avaient du mal à se promener au niveau de cette avenue devenue difficile et dangereuse vu que les trottoirs étaient condamnés. Les passants étaient donc obligés de marcher sur la chaussée au milieu des voitures. Cette initiative a été décidée en rapport avec l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays. Sauf que le problème reste entier, le trottoir reste condamné les barricades de sécurité sont toujours en place et les piétons utilisent toujours la chaussée qu'ils partagent avec la voiture.

Il est temps de débarrasser l'avenue principale de la capitale de ce désagrément et ce de la Statue d'Ibn Khaldoun jusqu'à la statue du Zaïm dont l'artère porte le nom. Une grande partie est interdite à la circulation à cause de la présence du ministère de l'intérieur sur cette avenue. Autre lieu à libérer, la place de la Kasbah, un site touristique inestimable. Condamner cette place avec des barricades en béton et des barrières de sécurité en fer fausse le paysage de cette belle place du gouvernement. Interdire cette place à la circulation et en faire un parking pour les véhicules de police et des voitures des cadres des départements ministériels donne une piètre image de notre pays.

Plus encore, d'une belle place touristique, la place de la Kasbah est devenue la place de toutes les violences verbales. Il est vrai que les responsables qui traversent cette place tranquillement et en toute sécurité n'entendent rien. Ils sont dans leurs voitures.

Il est temps de libérer cette place pour que la circulation reprenne son sens habituel.



17-09-2018

[shemsfm](#)**Un parti politique algérien favorable à l'égalité dans l'héritage entre les deux sexes**

Le parti politique algérien RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie) a ouvert le débat sur l'égalité dans l'héritage entre hommes et femmes en marge d'un colloque international sur la participation politique et socioéconomique de la femme dans les pays nord-africains, tenu hier. Pour le président du RCD Mohsine Belabbas, « il faut poursuivre, aussi bien par les femmes que par tous les militants de la démocratie, le combat des fondateurs d'une revendication citoyenne en faveur d'une véritable égalité en droits ». Le président du RCD encourage « Le débat avec les experts et militants des partis nord-africains sur cette question de l'égalité entre les hommes et les femmes ». Notons qu'en Tunisie, le président de

la République Beji Caied Essebssi a assuré le 13 aout 2018, que la question de l'égalité dans l'héritage a été tranchée.



Des caméras de surveillance dans les foyers scolaires

17-09-2018

mosaiquefm

Le ministère de l'Education compte installer des appareils de surveillance dans les différents foyers scolaires avant la fin de l'année 2018, a annoncé Abdelhamid Sahli, directeur général des constructions et de l'équipement au ministère. Dans une déclaration à l'agence TAP, le responsable a ajouté que des caméras de surveillance seront installées dans le but de renforcer les mesures de protection et de sécurité des foyers. Une demande a été faite au ministère des Finances pour allouer un budget destiné aux équipements de sécurité et aux appareils de chauffage dans les foyers. Ces mesures viennent après la multiplication des incendies dans les foyers scolaires dans plusieurs gouvernorats tout au long de l'année scolaire précédente.

مقالات باللغة العربية



17-09-2017

مكرم السعيدى

alchourouk

سيدي بوعلي- سوسة: حملة أمنية بحيط المؤسسات التربوية تسفر عن إيقافات

نفاذ أعوان مركز الشرطة بسيدي بوعلي حملة أمنية واسعة شملت محيط المؤسسات التربوية وأسفرت عن حجز 15 دراجة نارية وإيقاف شخصين مفتش عنهما في قضايا حق عام كما تم تحرير محاضر التزام لعدد من المتسكعين بحيط المؤسسات التربوية مما خلف ارتياحا لدى أهالي الجهة وخاصة لإطارات التربوي والأولياء.



17-09-2018

shemsfm

وزارة الشؤون الدينية تستنكر 'الإعتداءات التي تطال إطاراتها'

عبرت وزارة الشؤون الدينية، في بيان لها، عن "استنكارها" الإعتداءات التي تطال إطاراتها، وخاصة الإعتداء الذي تعرض له مؤخرا المؤذن، كمال حفيظ، مؤذن "جامع السلام" بقفصة، من أحد الأشخاص، بعد آذان صلاة الصبح، مؤكدة "تضامنها المطلق مع إطاراتها الدينية ومساندتها لهم، ضد كل من يعتدي عليهم لفظيا أو جسديا". وأفاد البيان بأن وزير الشؤون الدينية، أحمد عطوم، هاتف المؤذن المعتدى عليه، "للإطمئنان على صحته والتعبير عن وقوف الوزارة إلى جانبه". كما كلف الوزير المدير الجهوي للشؤون الدينية وليد الذويبي بزيارة المؤذن كمال حفيظ وعيادته، "نيابة عنه".



17-09-2018

mosaiquefm

النساء الديمقراطيات تدعو لسحب منشور الحمل والولادة خارج إطار الزواج

دعت الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات في رسالة مفتوحة وجهتها إلى وزير الصحة إلى سحب المنشور المؤرخ في 10 أوت 2018، والمتعلق بوجوب الإعلام عن حالات الحمل والولادة خارج إطار الزواج، "فورا نظراً لتعارضه الصارخ مع مقتضيات الدستور المتعلقة باحترام الحياة الخاصة والمعطيات الشخصية".